

ANNEXE 51-102A4

Déclaration d'acquisition d'entreprise

Rubrique 1 Identification de la société

1.1 Dénomination et adresse de la société

Pollard Banknote Limited (« Pollard Banknote »)
140 Otter Avenue
Winnipeg (Manitoba) R3T 0M8

1.2 Membre de la haute direction

Le membre de la haute direction de Pollard Banknote qui est bien renseigné à propos de l'acquisition importante et de la présente déclaration d'acquisition d'entreprise (la « déclaration d'acquisition d'entreprise ») est Rob Rose, chef des finances de Pollard Banknote, et son numéro de téléphone est le 204-474-2323.

Rubrique 2 Détail de l'acquisition

2.1 Nature de l'entreprise acquise

Le 3 août 2017, Pollard Banknote a annoncé que 17 929 021 actions ordinaires (les « actions ordinaires ») d'INNOVA Gaming Group Inc. (« INNOVA ») avaient été valablement déposées en réponse à l'offre de Pollard Banknote visant à faire l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation (l'« offre ») au prix de 2,50 \$ (à moins d'indication contraire, toutes les sommes en dollars sont exprimées en dollars canadiens) en espèces par action ordinaire, à l'expiration de la période de dépôt initiale dans le cadre de l'offre à 17 h (heure de Toronto) le 3 août 2017. Il a été de plus annoncé que 10188557 Canada Inc. (l'« initiateur »), une filiale en propriété exclusive de Pollard Banknote, avait pris livraison de la totalité des 17 929 021 actions ordinaires valablement déposées en réponse à l'offre et que l'offre avait été prolongée jusqu'à 17 h (heure de Toronto) le 15 août 2017.

Le 15 août 2017, Pollard Banknote a annoncé que 1 167 946 actions ordinaires additionnelles avaient été valablement déposées dans le cadre de la prolongation de l'offre et avaient fait l'objet d'une prise de livraison par l'initiateur au prix de 2,50 \$ en espèces par action ordinaire. Un total de 19 096 967 actions ordinaires, ou 95,13 % des actions ordinaires émises et en circulation, ont été acquises dans le cadre de l'offre. Le 18 août 2017, Pollard Banknote a fait parvenir par la poste à tous les porteurs d'actions ordinaires restants un avis d'acquisition forcée en vertu des dispositions de l'article 206 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* afin de réaliser l'acquisition de la totalité des actions ordinaires. Le 18 septembre 2017, l'acquisition forcée a été réalisée et l'initiateur a fait l'acquisition de la tranche restante de 976 932 actions ordinaires qui n'étaient pas déjà détenues par l'initiateur, devant dès lors le porteur de la totalité des actions ordinaires (dans l'ensemble, l'« acquisition »). Le 19 septembre 2017, INNOVA a été officiellement radiée de la cote de la Bourse de Toronto.

INNOVA met au point des jeux et des produits uniques destinés à l'industrie mondiale des jeux, particulièrement des loteries d'État et provinciales. Par l'intermédiaire de la filiale en propriété exclusive d'INNOVA, Diamond Game Enterprises, INNOVA a pour stratégie d'accroître les produits des activités ordinaires tirés des loteries parrainées par l'État et d'autres exploitants réglementés en offrant ses produits « prolongés » uniques dans des établissements de jeux traditionnels et non traditionnels. L'appareil Lucky Tab de troisième génération, qui est un distributeur de billets instantanés unique qui distribue des billets tout en affichant simultanément les résultats de chaque billet sur un moniteur vidéo de façon divertissante, constitue le principal produit d'INNOVA.

2.2 Date d'acquisition

La clôture initiale de l'acquisition a eu lieu le 3 août 2017, avec la prise de livraison de 17 929 021 actions ordinaires (environ 89,23 %). Une tranche additionnelle de 1 167 946 actions ordinaires (environ 5,81 %) a fait l'objet d'une prise de livraison le 15 août 2017, à l'expiration de l'offre. Des mesures ont été prises relativement à l'acquisition forcée, ce qui a fait en sorte que l'initiateur a fait l'acquisition le 18 septembre 2017 de la tranche restante de 976 932 actions ordinaires qui n'étaient pas déjà détenues par l'initiateur, devant dès lors le porteur de la totalité des actions ordinaires.

2.3 Contrepartie

L'acquisition a été réalisée pour une contrepartie en espèces globale d'environ 50,2 millions de dollars. Avec prise d'effet le 22 juin 2017, Pollard Banknote a renouvelé sa facilité de crédit garantie de premier rang jusqu'au 22 juin 2019, tout en augmentant le total des facilités à 105,0 millions de dollars et 12,0 millions de dollars (américains). En outre, Pollard Equities Limited, le porteur d'environ 73,5% des actions ordinaires émises et en circulation de Pollard Banknote, a fourni une facilité d'emprunt subordonnée à Pollard Banknote d'une somme maximale d'environ 25,1 millions de dollars. Le produit de la facilité de crédit garantie de premier rang et de la facilité d'emprunt subordonnée et des liquidités ont été utilisés pour financer l'acquisition.

2.4 Effet sur la situation financière

L'effet de l'acquisition sur la situation financière de Pollard Banknote est présenté dans les états financiers pro forma qui sont joints aux présentes à titre d'annexes de la présente déclaration d'acquisition d'entreprise.

À l'exception de ce qui est divulgué dans la présente déclaration d'acquisition d'entreprise, Pollard Banknote n'a actuellement aucun projet de changement important dans ses activités ou dans les activités de l'entreprise acquise qui pourrait avoir un effet significatif sur le rendement financier et la situation financière de Pollard Banknote.

2.5 Évaluations antérieures

Aucune

2.6 Parties à l'opération

Sans objet. L'acquisition n'a pas été réalisée avec une « personne informée » (au sens donné à ce terme à l'article 1.1 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (le « Règlement 51-102 ») ni avec un membre du même groupe que Pollard Banknote ou une personne ayant des liens avec Pollard Banknote.

2.7 Date de la déclaration

Le 16 octobre 2017

Rubrique 3 États financiers ou autre information

En vertu de la partie 8 du Règlement 51-102, les états financiers suivants sont joints à la présente déclaration d'acquisition d'entreprise et en font partie intégrante :

- a) les états financiers consolidés annuels audités d'INNOVA pour les exercices clos le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2015, avec les notes afférentes;

- b) les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités d'INNOVA pour les trimestre et semestre clos le 30 juin 2017 et le 30 juin 2016, avec les notes afférentes;
- c) l'état consolidé pro forma non audité de la situation financière de Pollard Banknote au 30 juin 2017 et les états consolidés pro forma non audités du résultat net de Pollard Banknote pour le semestre clos le 30 juin 2017 et l'exercice clos le 31 décembre 2016, avec les notes afférentes.

ANNEXE A

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ANNUELS AUDITÉS D'INNOVA GAMING
GROUP INC. POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2016 ET 2015



ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

**EXERCICES CLOS
LES 31 DÉCEMBRE 2016 ET 2015**

(en dollars américains)

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de l'auditeur indépendant	1
États consolidés de la situation financière	3
États consolidés des variations des capitaux propres	4
États consolidés du résultat net et du résultat global	5
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	6
Notes annexes	7
1. Nature de l'entreprise	7
2. Résumé des principales méthodes comptables	7
3. Prises de position récentes en comptabilité	19
4. Stocks	20
5. Immobilisations corporelles et incorporelles	20
6. Impôt sur le résultat	21
7. Contrats de location de matériel et financement par emprunts	22
8. Engagements et éventualités	23
9. Capital-actions	24
10. Instruments financiers	27
11. Juste valeur	29
12. Principaux clients	29
13. Information géographique	29
14. Tableau des flux de trésorerie	30
15. Opérations entre parties liées	30
16. Produits des activités ordinaires	31
17. Charges	32
18. Résultat net par action	33
19. Reclassement des données des exercices antérieurs	33
20. Événement postérieur à la date de clôture	34



Le 23 mars 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Innova Gaming Group Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Innova Gaming Group Inc. et de ses filiales (la « société »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016 et l'état consolidé du résultat net et du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP
PwC Tower, 18 York Street, Suite 2600, Toronto, Ontario, Canada M5J 0B2
T: +1 416 863 1133, F: +1 416 365 8215, www.pwc.com/ca*

"PwC" refers to PricewaterhouseCoopers LLP, an Ontario limited liability partnership.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Autre point

Les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été audités par un autre auditeur, qui a exprimé une opinion non modifiée le 14 mars 2016.

(signé) « PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. »

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

États consolidés de la situation financière

En dollars américains

	31 décembre 2016	31 décembre 2015 (voir la note 19)
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie	10 560 806	11 098 280
Créances d'exploitation (note 10)	2 948 497	2 305 545
Stocks (note 4)	1 047 378	1 910 159
Charges payées d'avance et acomptes	653 807	799 848
Impôt à recevoir	29 166	409 492
	15 239 654	16 523 324
Immobilisations corporelles (notes 5 et 13)	9 520 953	9 190 511
Immobilisations incorporelles (notes 5 et 13)	1 894 737	983 610
Impôt différé (note 6)	7 656 681	8 310 577
Charges payées d'avance et acomptes à long terme	95 784	101 372
	34 407 809	35 109 394
PASSIF		
Passifs courants		
Dettes d'exploitation et charges à payer	2 797 983	2 713 367
Produits différés	1 201 902	1 263 022
Partie courante du financement de matériel (note 7)	1 215 571	1 307 678
Partie courante de la dette à long terme (note 7)	380 989	369 442
	5 596 445	5 653 509
Produits différés	1 173 201	2 214 173
Financement de matériel (note 7)	516 392	1 380 293
Impôt différé (note 6)	107 615	-
Dette à long terme (note 7)	152 427	533 417
	7 546 080	9 781 392
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 9)	21 358 650	21 735 920
Réserve aux fins de l'émission d'actions (note 9)	1 205 869	630 289
Résultats non distribués	4 297 210	2 961 793
	26 861 729	25 328 002
	34 407 809	35 109 394

Engagements et éventualités (note 8)
Événement postérieur à la date de clôture (note 20)

Voir les notes annexes.

(signé) « *James Breslo* », administrateur
James Breslo, président

(signé) « *Richard Weil* », administrateur
Richard Weil, chef de la direction et président du conseil

États consolidés des variations des capitaux propres

En dollars américains

Exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015

	Nombre d'actions ordinaires	Capital-actions \$	Résultats non distribués \$	Réserve aux fins de l'émission d'actions \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} janvier 2015	667	10 567 704	3 357 119	-	13 924 823
Capital d'apport	-	1 000 000	-	-	1 000 000
Solde de capitaux propres de Diamond Game	667	11 567 704	3 357 119	-	14 924 823
Émission d'actions ordinaires relativement à Innova Gaming Group	1	-	-	-	-
Restructuration des actions ordinaires antérieure au PAPE	16 699 332	-	-	-	-
Solde de capitaux propres d'INNOVA antérieur au PAPE	16 700 000	11 567 704	3 357 119	-	14 924 823
Émission d'actions ordinaires dans le cadre du premier appel public à l'épargne	3 750 000	12 393 042	-	-	12 393 042
Coûts de transaction	-	(2 224 826)	-	-	(2 224 826)
Perte nette	-	-	(395 326)	-	(395 326)
Rémunération fondée sur des actions	-	-	-	630 289	630 289
Solde au 31 décembre 2015	20 450 000	21 735 920	2 961 793	630 289	25 328 002
Solde au 1^{er} janvier 2016	20 450 000	21 735 920	2 961 793	630 289	25 328 002
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(369 500)	(377 270)	-	-	(377 270)
Bénéfice net	-	-	1 335 417	-	1 335 417
Rémunération fondée sur des actions	-	-	-	575 580	575 580
Solde au 31 décembre 2016	20 080 500	21 358 650	4 297 210	1 205 869	26 861 729

Voir les notes annexes.

États consolidés du résultat net et du résultat global

En dollars américains

	Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015
	\$	(note 19) \$
Produits des activités ordinaires (note 16)	22 677 196	21 229 051
Coût des produits (note 17)	2 701 542	2 472 763
Marge brute	19 975 654	18 756 288
Frais de vente (note 17)	1 408 422	1 795 448
Frais généraux et d'administration (note 17)	17 764 381	17 795 235
Résultat tiré des activités d'exploitation	802 851	(834 395)
Charges financières (note 17)	227 885	279 825
Produits financiers	(85 719)	(11 580)
Incidence (du gain) de la perte de change	(227 271)	944 878
Autres (produits) charges hors exploitation (notes 15 et 17)	(1 295 463)	38 348
Résultat avant impôt	2 183 419	(2 085 866)
Charge (recouvrement) d'impôt exigible (note 6)	86 489	(213 201)
Charge (produit) d'impôt différé (note 6)	761 513	(1 477 339)
Résultat net et résultat global	1 335 417	(395 326)
Résultat par action de base et après dilution (note 18)	0,07	(0,02)

Voir les notes annexes.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

En dollars américains

	Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat net	1 335 417	(395 326)
Ajustements aux fins du rapprochement du résultat net et du montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Perte sur la vente d'immobilisations corporelles (note 17)	49 412	38 348
Dotation aux amortissements (note 5)	2 629 733	2 598 536
Charge de rémunération fondée sur des actions	575 580	630 289
Perte (profit) de change latent	(232 454)	1 094 787
Charge (produit) d'impôt différé	761 513	(1 477 339)
Augmentation (diminution) des produits différés	(1 040 972)	433 189
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance et acomptes	5 588	(101 372)
Charge d'impôt comptabilisée en résultat net	86 489	(213 201)
Charge d'intérêts	208 872	231 153
Produit d'intérêts	(85 719)	(11 580)
Variations des éléments d'exploitation hors trésorerie du fonds de roulement (note 14)	389 366	(132 289)
Impôt sur le résultat reçu (payé)	293 835	(556 263)
Intérêts payés	(208 872)	(231 153)
	4 767 788	1 907 779
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 416 795)	(3 302 056)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	11 054	-
	(3 405 741)	(3 302 056)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'émission d'actions ordinaires	-	12 393 042
Coûts de transaction liés à l'émission d'actions ordinaires	-	(2 224 826)
Produit de l'apport des actionnaires	-	1 000 000
Rachat d'actions	(377 270)	-
Produit de la dette	-	1 207 161
Remboursement sur la dette	(369 443)	(246 626)
Remboursement sur le financement de matériel	(1 499 324)	(1 120 991)
Produit d'intérêts	85 719	11 580
	(2 160 318)	11 019 340
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(798 271)	9 625 063
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	11 098 280	3 136 182
Incidence du change sur la trésorerie	260 797	(1 662 965)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	10 560 806	11 098 280

Voir les notes annexes.

NOTES ANNEXES

1. Nature de l'entreprise

Sauf s'il y a des indications contraires ou si le contexte requiert une autre interprétation, les mentions « la société », « INNOVA », « nous », « notre » et « notre société » renvoient à INNOVA Gaming Group Inc. et à une ou plusieurs de ses filiales. Lorsque le contexte l'exige, les mentions « la société », « nous », « notre » et « notre société », antérieures à la constitution d'INNOVA, renvoient à notre principale filiale d'exploitation et société remplacée, Diamond Game Enterprises (« Diamond Game ») et à une ou plusieurs de ses filiales.

La société conçoit, développe, produit et commercialise des jeux, des systèmes de jeu et des bulletins de jeu et en assure le service pour l'industrie nord-américaine du jeu, principalement auprès du secteur entreprise-gouvernement des jeux publics (c.-à-d. la loterie). INNOVA a été constituée en société en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 25 février 2015. Le siège social de la société est situé au 560, Arvin Avenue, Unit 3, Stoney Creek (Ontario) L8E 5P1. Diamond Game a été constituée le 4 janvier 1994 en vertu des lois de la Californie. Son siège social et entrepôt de production est situé au 9340 Penfield Avenue, Chatsworth, Californie, 91311.

Les états financiers consolidés (les « états financiers ») de la société portent sur INNOVA et ses filiales.

Les actions d'INNOVA se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « IGG ».

2. Résumé des principales méthodes comptables

MODE DE PRÉSENTATION

Le 5 mai 2015, en prévision d'un premier appel public à l'épargne, INNOVA Gaming Group a émis 16 699 999 actions en faveur des actionnaires de Diamond Game en contrepartie de la totalité des actions en circulation de Diamond Game. Par suite de cette émission, Amaya Inc. (« Amaya »), la société mère de Diamond Game, est devenue la société mère d'INNOVA. La transaction a été comptabilisée en tant que restructuration du capital de Diamond Game n'ayant pas entraîné la création d'une entité nouvelle aux fins comptables. En conséquence, les états de la situation financière, les tableaux des flux de trésorerie, les états des variations des capitaux propres et les états du résultat net et du résultat global rendent compte des résultats de 2015 comme si Diamond Game avait poursuivi ses activités au cours de toutes les périodes visées. Tous les actifs et les passifs de Diamond Game sont comptabilisés selon leurs valeurs comptables antérieures au PAPE.

Les états financiers consolidés, y compris les chiffres comparatifs, ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

La publication des présents états financiers consolidés a été approuvée par le conseil d'administration le 23 mars 2017.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société et de ses filiales, Diamond Game Enterprises, société enregistrée en vertu des lois de la Californie, et Diamond Game Enterprises Canada, société enregistrée dans la province de Colombie-Britannique, au Canada, avec responsabilité illimitée. Les filiales sont toutes des entités qui exposent la société, ou lui donnent droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec ces dernières. La société est en mesure d'influer sur ces rendements du fait de sa capacité actuelle de diriger les activités pertinentes des entités (pouvoir sur l'entité émettrice). Les filiales sont intégralement consolidées à compter de la date à laquelle le contrôle en est transféré à la société. Elles sont déconsolidées à compter de la date de cessation dudit contrôle. Lors de la consolidation, tous les soldes et transactions interentités importants sont éliminés.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque tous les critères suivants sont satisfaits :

- la société a transféré les risques et les avantages importants à l'acheteur;
- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Accords générateurs de produits à composantes multiples

La société est notamment partie à des contrats de frais de licence, de formation, d'installation, de services de conseils, de maintenance, de services de soutien aux produits et de mises à jour périodiques. Lorsque de tels contrats existent, le montant des produits attribué à chaque composante est établi à partir de la juste valeur relative des différents éléments. La juste valeur de chaque élément est déterminée selon le prix de marché des composantes lorsqu'elles sont vendues séparément. Les produits des activités ordinaires ne sont comptabilisés que lorsque, selon le jugement de la direction, les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés ou lorsque l'obligation a été remplie.

Voici les méthodes spécifiques de comptabilisation des produits suivantes qui s'appliquent à chaque grande catégorie de produits, outre les méthodes générales :

Activités de location de matériel de jeu

La société tire des produits de la location de machines de jeu et d'autre matériel, et inscrit à l'actif les coûts d'installation de matériel de jeu.

Les produits tirés de la prestation de services liés au jeu sont généralement comptabilisés à titre de droits quotidiens ou de pourcentage des produits générés par les machines de jeu. Les produits tirés du service et de la maintenance sont comptabilisés lorsque les services connexes sont exécutés. Les produits différés consistent en des avances de clients pour des services devant être rendus ultérieurement et sont comptabilisés en résultat net au cours de périodes futures. Les coûts de main-d'œuvre associés à la réalisation de travaux de maintenance périodique sur les machines de jeu participantes sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés et inclus dans les frais généraux et d'administration.

Ventes de papier

Les ventes de papier incluent la contrepartie reçue pour les transactions électroniques, l'impression, l'expédition, l'entreposage, la livraison et le suivi des stocks de billets papier.

Les produits tirés des ventes de papier ne sont généralement pas une composante des contrats de location dont le prix est fixé séparément et sont inclus dans les produits des activités ordinaires au moment de la comptabilisation des produits connexes tirés des contrats de location. Les produits tirés des ventes de papier qui ne sont pas inclus dans les contrats de location sont comptabilisés au moment de l'acceptation aux termes du contrat.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Ventes de produits

Les ventes de produits incluent les ventes de machines de jeu, de serveurs et d'autre matériel et contenu.

Les produits tirés des ventes de produits sont comptabilisés au moment de la livraison et de l'acceptation par le client aux termes du contrat. Les frais relatifs à l'installation initiale des machines de jeu, ainsi qu'à la garantie standard et au soutien technique, ne sont généralement pas des composantes des contrats de location dont le prix est fixé séparément et sont inclus dans les produits des activités ordinaires au moment de la comptabilisation des produits connexes tirés des ventes de produits. Les coûts de la main-d'œuvre pour les installations de machines de jeu et de machines à profits partagés sont inclus dans les frais généraux et les frais d'administration. Les coûts de la main-d'œuvre associés aux travaux de maintenance périodique sur les machines à profits partagés sont inclus dans les frais généraux et d'administration et dépendent du contrat. Le coût d'installation des machines de jeu vendues aux clients est constaté au moment de la vente, selon le pourcentage de machines de jeu que nous prévoyons installer pour nos clients.

Ventes de billets

Les ventes de billets se composent principalement des ventes de billets prépayés pour téléphone permettant de gagner des prix instantanés. Nous générons des produits à partir de la fabrication et de la vente de billets prépayés pour téléphone. Les produits de la vente de billets prépayés pour téléphone sont comptabilisés lorsque le client accepte le produit aux termes du contrat. Nous constatons le coût des prix instantanés au moment de la vente des billets prépayés pour téléphone. Nous avons cessé la vente de billets pour téléphone en 2016.

CONVERSION DES RÉSULTATS DES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER ET DES DEVISES

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

IAS 21 *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* exige que les entités tiennent compte des indicateurs principaux et secondaires pour déterminer leur monnaie fonctionnelle. Les indicateurs principaux sont étroitement liés à l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités et une plus grande importance y est accordée. Les indicateurs complémentaires peuvent également donner des indications permettant de déterminer la monnaie fonctionnelle d'une entité. Une fois que la monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée, celle-ci doit être utilisée de façon systématique, à moins que des changements importants des faits, événements et conditions économiques n'indiquent un changement de la monnaie fonctionnelle.

Les changements de monnaie fonctionnelle sont comptabilisés de façon prospective à compter de la date du changement en convertissant tous les éléments dans la nouvelle monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à la date du changement.

D'après l'analyse des indicateurs principaux et complémentaires, le dollar américain a été désigné la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales. Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, puisque, selon la direction, il s'agit de la monnaie de présentation la plus appropriée à la lumière de ses activités exercées à l'échelle mondiale, des besoins des utilisateurs et d'une comparaison avec ses principaux concurrents.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle à l'aide des cours de change en vigueur aux dates des transactions ou des évaluations lorsque les éléments sont réévalués. Les écarts de change découlant du règlement de transactions en monnaies étrangères et de la conversion, aux cours de change en vigueur à la date de clôture, des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont comptabilisés en résultat net dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

SECTEURS D'EXPLOITATION

Les secteurs d'exploitation de la société sont définis en fonction des marchés qu'elle dessert et sont présentés en cohérence avec l'information de gestion fournie au chef de la direction, qui est le principal décideur opérationnel de la société. Un secteur d'exploitation est une composante de la société qui se livre à des activités ordinaires pour lesquelles elle peut obtenir des produits et engager des charges, y compris des produits et des charges liés à des transactions avec d'autres composantes de la société. La société compte un seul secteur d'exploitation.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs financiers

Les actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur et sont classés soit comme des instruments « à la juste valeur par le biais du résultat net », soit comme des instruments « disponibles à la vente », soit comme des instruments « détenus jusqu'à leur échéance », soit comme des « prêts et créances ». Le classement dépend du but dans lequel les instruments financiers ont été acquis et de leurs caractéristiques. Sauf en de très rares circonstances, le classement ne change pas après la comptabilisation initiale.

Instruments détenus jusqu'à leur échéance et prêts et créances

Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, qu'une entité a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, sauf s'ils parviennent à échéance plus de 12 mois après la date de clôture, auquel cas ils sont inscrits dans les actifs non courants. Les instruments financiers qui sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance et comme prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Aucun actif financier n'est détenu jusqu'à son échéance. La trésorerie et les créances d'exploitation sont classées comme prêts et créances.

Perte de valeur

À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, la société détermine si un actif financier ou un groupe d'actifs financiers, autres que ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, a perdu de la valeur. S'il n'y a pas d'indication objective de l'existence d'une perte de valeur, la perte est comptabilisée en résultat net dans les états consolidés du résultat net et du résultat global. La perte de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés soit dans les « passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net », soit dans les « autres passifs financiers ». Les dettes d'exploitation, les charges à payer et le financement de matériel sont classés dans les autres passifs financiers. Les autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs financiers et de passifs financiers (autres que des actifs financiers et des passifs financiers classés à la « juste valeur par le biais du résultat net ») sont ajoutés à la juste valeur de l'instrument financier ou déduits de celle-ci lors de la comptabilisation initiale. Ces coûts sont passés en charges en tant que « charges financières » aux états consolidés du résultat net et du résultat global sur la durée de l'actif financier ou du passif financier connexe selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsque la société résilie une facilité d'emprunt, le solde des coûts de transaction liés à l'emprunt est passé en charges en tant que « charges financières » aux états consolidés du résultat net et du résultat global pour la période au cours de laquelle la facilité d'emprunt est résiliée. Les coûts de transaction liés à des instruments financiers à la « juste valeur par le biais du résultat net » sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Lorsqu'elle détermine la juste valeur d'un passif ou d'un actif, la société fait appel le plus possible à des données de marché observables. Si la juste valeur d'un actif ou d'un passif n'est pas directement observable, elle est estimée par la société (en étroite collaboration avec des évaluateurs externes qualifiés) selon des techniques d'évaluation qui font appel le plus possible à des données observables pertinentes et le moins possible à des données non observables (p. ex., en utilisant une approche qui consiste à utiliser des données comparables du marché qui reflètent le prix de transactions récentes sur des articles similaires, une analyse des flux de trésorerie actualisés ou des modèles d'établissement des prix des options définis plus précis de manière à refléter les circonstances propres à l'émetteur). Les données d'entrée utilisées correspondent aux caractéristiques de l'actif ou du passif que les intervenants du marché prendraient en considération.

Pour les instruments financiers de la société qui sont comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière, les données d'entrée utilisées pour évaluer la juste valeur sont classées dans l'un des trois niveaux hiérarchiques des justes valeurs suivants :

Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement;

Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le changement est survenu.

ÉVALUATION DES STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, et le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Les matières premières et les produits finis achetés sont évalués au coût d'achat. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé des stocks, diminué de tous les coûts estimés nécessaires à la conclusion de la vente.

Les produits finis achetés sont des machines assemblées qui sont en cours d'installation à leur emplacement, tandis que les matières premières comprennent principalement des composantes et du matériel pour la production de papier et de billets papier.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

CHARGES PAYÉES D'AVANCE ET ACOMPTES

Les charges payées d'avance et acomptes consistent en des montants payés d'avance ou en des acomptes versés en contrepartie desquels la société obtiendra des biens ou des services au cours du prochain cycle d'exploitation normal.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La perte de valeur est passée en charges à compter du mois où les actifs correspondants sont prêts à être mis en service sur les durées d'utilité estimées aux taux suivants, qui visent à ramener la valeur comptable à la durée résiduelle estimée :

Actifs générateurs de produits	Amortissement linéaire	De 5 à 8 ans
Matériel et outillage	Amortissement linéaire	5 ans
Mobilier et agencements	Amortissement linéaire	5 ans
Matériel informatique	Amortissement linéaire	5 ans
Logiciels	Amortissement linéaire	3 ans

Le mode d'amortissement, la durée d'utilité et les valeurs résiduelles sont évalués annuellement et les actifs sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Lors de la mise hors service ou de la sortie, le coût de l'actif cédé et le cumul de l'amortissement connexe sont retirés des comptes et les profits ou les pertes sont comptabilisés en résultat net. Les dépenses liées à la réparation et à la maintenance sont comptabilisées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

LOGICIELS

Les coûts associés à la maintenance de programmes de jeu et de logiciels sont comptabilisés en charges au moment auquel ils sont engagés. Les dépenses de développement qui sont directement attribuables à la conception et à l'essai de produits logiciels identifiables et uniques contrôlés par la société sont comptabilisées comme des immobilisations incorporelles lorsque les critères suivants sont satisfaits :

- il est techniquement possible d'achever le produit logiciel de façon à ce qu'il puisse être mis en service;
- la direction a l'intention d'achever le produit logiciel et de l'utiliser ou de le vendre;
- la capacité d'utiliser ou de vendre le produit logiciel est établie;
- la façon dont le produit logiciel générera des avantages économiques futurs probables peut être démontrée;
- les ressources techniques, financières et autres nécessaires à l'achèvement du développement et à l'utilisation ou à la vente du produit logiciel sont disponibles;
- les dépenses imputables au produit logiciel au cours de son développement peuvent être évaluées de manière fiable.

Les coûts directement attribuables inscrits à l'actif à titre de composante du produit logiciel comprennent les charges liées au personnel de développement de logiciel ainsi que la tranche appropriée des frais généraux pertinents.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Les autres dépenses de développement qui ne répondent pas à ces critères sont comptabilisées en charges à mesure qu'elles sont engagées. Les coûts de développement comptabilisés en charges antérieurement ne sont pas comptabilisés à titre d'actif dans une période ultérieure.

Les coûts de développement de logiciels comptabilisés à titre d'actifs au moment où ils sont mis en service sont amortis sur leur durée d'utilité estimative, pour un maximum de trois ans.

PERTE DE VALEUR D'ACTIFS NON COURANTS

À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité déterminée sont évaluées pour établir s'il existe une indication de dépréciation d'un actif. Le cas échéant, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou de celles qui ne sont pas prêtes à être utilisées est estimée à la même date chaque année.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Les actifs qui ne peuvent faire l'objet de tests de dépréciation individuels sont regroupés en petits groupes d'actifs qui génèrent des rentrées de fonds à partir d'une utilisation continue, rentrées de fonds qui sont largement indépendantes de celles des autres actifs ou groupes d'actifs (les « unités génératrices de trésorerie » ou « UGT »). La société considère chaque contrat avec un client comme une UGT et a identifié 17 UGT au 31 décembre 2016.

Les actifs communs de la société ne génèrent pas de flux de trésorerie distincts. S'il existe une indication de dépréciation d'un actif commun, la valeur recouvrable est déterminée pour l'UGT à laquelle l'actif commun appartient. Les pertes de valeur sont comptabilisées lorsque la valeur comptable d'un actif ou de son UGT est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net.

Les pertes de valeur comptabilisées à l'égard d'une UGT (ou d'un groupe d'UGT) réduisent les valeurs comptables des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT (ou groupe d'UGT).

Chaque date de présentation de l'information financière, la société évalue s'il existe une indication que des pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures relativement à d'autres actifs sont susceptibles d'avoir diminué ou de ne plus exister. Il y a reprise d'une perte de valeur s'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable accrue d'un actif attribuable à la reprise d'une perte de valeur ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (déduction faite de l'amortissement) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges, sauf lorsque les frais de développement répondent à certains critères de report identifiables. Les frais de développement, auxquels des avantages économiques futurs probables sont associés, qui peuvent être définis et évalués clairement, et qui sont engagés pour le développement de nouveaux produits ou technologies, sont inscrits à l'actif. Ces frais de développement, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement au titre des dépenses de recherche et de développement, ne sont pas amortis tant que les produits ou les technologies ne sont pas commercialisés, auquel moment ils sont amortis sur la durée d'utilité estimée de la production commerciale de ces produits ou technologies.

Le mode d'amortissement et la durée d'utilité de la production commerciale sont évalués une fois l'an et les actifs sont soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il existe des indications d'une possible dépréciation.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

REDEVANCES

La société accorde des redevances à des détenteurs de droits de propriété intellectuelle. En règle générale, de telles ententes exigent le paiement anticipé de montants garantis minimaux qui ont été comptabilisés à titre de paiements anticipés aux états consolidés de la situation financière. Ces acomptes sont amortis sur la durée de l'entente à mesure que des produits bruts sont générés ou selon le mode linéaire. L'amortissement de ces montants est comptabilisé en tant que charge de redevances dans les frais de vente aux états du résultat net et du résultat global. La société évalue régulièrement ses estimations des produits futurs devant être tirés de ses ententes de licences.

IMPOSITION

La charge d'impôt représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés en résultat net à l'état consolidé du résultat net et du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

Impôt exigible

L'impôt exigible est fondé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du résultat net présenté dans les états consolidés du résultat net et du résultat global en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres exercices et d'éléments qui ne seront jamais imposables ou déductibles. Le passif d'impôt exigible de la société est calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé à l'égard des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs dans les états financiers et la valeur fiscale correspondante utilisée dans le calcul du bénéfice imposable. Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés à l'égard de toutes les différences temporaires imposables. Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard de toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront dégagés ultérieurement auxquels pourront être imputées les différences temporaires déductibles. Ces actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle du goodwill ou de la comptabilisation initiale (autre que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises) d'autres actifs et passifs dans une transaction qui n'affecte ni le bénéfice imposable ni le résultat comptable.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporaires imposables associées aux participations dans les filiales et les entreprises associées, sauf si la société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et s'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles liées à ces participations et intérêts ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'il existera un bénéfice imposable auquel pourront être imputées les différences temporaires et que la différence se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est passée en revue à chaque date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre de recouvrer tout ou partie de l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer au cours de la période où le passif sera réglé ou l'actif réalisé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible par les passifs d'impôt exigible, que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts prélevés par la même administration fiscale et que la société a l'intention de régler le montant net des actifs et des passifs d'impôt exigible.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net pour la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant la période. Le résultat par action après dilution est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions en divisant le résultat net pour la période applicable aux actions ordinaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et toutes les actions ordinaires supplémentaires qui auraient été en circulation si des actions ordinaires potentiellement dilutives avaient été émises.

CONTRATS DE LOCATION

Pour déterminer si un accord est, ou contient, un contrat de location, il convient de se fonder sur la substance de l'accord et d'évaluer si l'accord confère un droit d'utiliser l'actif. Lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés du bailleur au preneur, les transactions de location sont comptabilisées en tant que contrats de location-financement. Tous les autres contrats de location sont comptabilisés en tant que contrats de location simple.

La société en tant que preneur

Les contrats de location d'actifs classés en tant que contrats de location-financement sont présentés aux états consolidés de la situation financière en fonction de leur nature. La composante intérêts des paiements au titre des contrats de location est comptabilisée sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est incluse dans les charges financières, dans les états du résultat net et du résultat global.

Les paiements versés aux termes de contrats de location simple sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net et du résultat global selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La société prévoit l'attribution d'options sur actions et d'unité d'actions incessibles (« UAI »), comme il est décrit à la note 9. Les UAI sont des unités d'actions fictives pouvant être échangées, à raison de une pour une, au gré du conseil d'administration comme il est décrit à la 9, contre des actions d'INNOVA ou l'équivalent en trésorerie. La société comptabilise la rémunération fondée sur des actions selon la méthode de la juste valeur.

Les options sont passées en charges selon un modèle d'acquisition graduelle jusqu'à la fin de la période d'acquisition des droits. La société comptabilise une charge de rémunération et un ajustement correspondant au surplus d'apport égal à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués établie au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, compte tenu des estimations concernant les extinctions. La charge de rémunération est ajustée pour tenir compte des variations ultérieures des estimations de la direction quant au nombre d'options dont les droits devraient être acquis.

Les attributions d'UAI sont comptabilisées comme des instruments dénoués par règlement en instruments de capitaux propres. Par conséquent, la société comptabilise une charge de rémunération, qui est contrebalancée par un montant dans le surplus d'apport égal à la valeur de marché d'une action ordinaire d'INNOVA à la date de l'attribution selon un modèle d'acquisition graduelle jusqu'à la fin de la période d'acquisition des droits, compte tenu des estimations concernant les extinctions. La charge de rémunération est ajustée pour tenir compte des variations ultérieures des estimations de la direction quant au nombre d'UAI dont les droits devraient être acquis.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres versés à des parties autres que des membres du personnel sont évalués à la juste valeur des biens et des services reçus, sauf si la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable. Si la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable, les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres versés à des parties autres que des membres du personnel sont évalués à la juste valeur de l'instrument de capitaux propres attribué selon l'évaluation à la date à laquelle l'entité obtient des biens ou à laquelle la contrepartie rend le service.

RÉGIME À COTISATIONS DÉFINIES

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi dans le cadre duquel une entité verse des cotisations d'un montant fixe à une entité distincte et qui ne comporte aucune obligation légale ou implicite de verser d'autres montants. Les obligations liées aux cotisations versées à des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge liée aux avantages du personnel dans les états du résultat net et du résultat global des périodes au cours desquelles les services sont fournis par les membres du personnel.

RECLASSEMENT

Les montants des états financiers des périodes précédentes ont été reclassés pour des raisons de conformité avec la présentation de la période visée. Voir la note 19.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

Pour préparer les états financiers selon les IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur l'information à fournir au titre des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, et sur la valeur comptable des produits et des charges pour la période visée.

Les estimations et les jugements sont significatifs lorsque :

- le résultat est hautement incertain au moment de l'estimation;
- d'autres estimations ou jugements auraient raisonnablement pu être utilisés et auraient eu une incidence importante sur les états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés comprennent des estimations fondées sur l'information actuellement disponible et le jugement de la direction quant au résultat des conditions et circonstances futures. La direction s'appuie sur l'expérience historique, la conjoncture et les tendances économiques générales, ainsi que sur les hypothèses quant aux résultats futurs probables pour déterminer ses estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées périodiquement et l'incidence des changements est comptabilisée immédiatement. Les changements de statut de certains faits ou de certaines circonstances peuvent donner lieu à des changements importants des estimations utilisées dans la préparation des états financiers, et les résultats réels pourraient différer des estimations et des hypothèses.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Les questions suivantes nécessitent les estimations et les jugements les plus critiques de la part de la direction.

ESTIMATIONS

Perte de valeur des actifs à long terme

La détermination de la perte de valeur des actifs à long terme est fondée sur des estimations et hypothèses significatives permettant de déterminer la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon lesquelles la valeur recouvrable correspond au plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. La méthode de la valeur d'utilité consiste à estimer la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif ou de l'UGT, ainsi que le taux d'actualisation approprié.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les flux de trésorerie futurs correspondent à la meilleure estimation par la direction de l'ensemble des conditions économiques relatives à l'UGT, et sont fondées sur l'expérience historique, les tendances économiques et les communications avec d'autres parties prenantes clés de la société. Ces principales hypothèses comprennent le taux de croissance des produits des activités ordinaires, la marge du BAIIA¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires les dépenses d'investissement en pourcentage des produits des activités ordinaires, et le taux de croissance de l'inflation. Des modifications importantes des hypothèses clés utilisées pour déterminer les flux de trésorerie futurs pourraient se traduire par des pertes de valeur ou par la reprise d'une perte de valeur. Au 31 décembre 2016, aucune perte de valeur n'était nécessaire.

Réduction de valeur des stocks

Les stocks font l'objet d'examen périodiques qui visent à déterminer les stocks excédentaires, l'obsolescence et les baisses de la valeur nette de réalisation en deçà du coût, et les dépréciations sont portées en réduction du solde des stocks. La société réduit la valeur des stocks de clôture désuets et non commercialisables afin de la ramener à un montant correspondant à la différence entre le coût des stocks et la valeur nette de réalisation. Ces examens exigent que la direction estime la demande future de produits et évalue la conjoncture du marché. Il est possible que les estimations subissent des changements entraînant une perte de valeur des stocks. Si la conjoncture du marché est moins favorable que celle projetée, des pertes de valeur des stocks supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires.

Rémunération fondée sur des actions

La société estime la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Ce modèle tient compte de la meilleure estimation de la société quant à la durée prévue de la rémunération fondée sur des actions, aux dividendes futurs sur les actions sous-jacentes, au taux de rendement sans risque prévu pour un instrument d'une durée égale à la durée prévue de la rémunération fondée sur des actions et au taux d'extinction prévu de la rémunération fondée sur des actions accordée (voir la note 9).

Impôt sur le résultat

Les actifs et les passifs d'impôt différé découlent des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs, ainsi que de pertes fiscales non déduites. Il est nécessaire d'estimer le moment où ces différences temporaires s'inverseront et le taux d'impôt appliqué. Les valeurs comptables des actifs et des passifs reposent sur les montants comptabilisés dans les états financiers et font l'objet d'estimations comptables inhérentes à ces soldes. La valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que le montant des pertes fiscales non déduites sont fondés sur les lois, les règlements et les interprétations applicables en matière d'impôt. Le moment de la résorption des différences temporaires et de la déduction des pertes fiscales est fondé sur des estimations des résultats financiers futurs de la société.

¹ Le BAIIA défini par la société correspond au bénéfice avant les charges d'intérêts et coûts de financement (déduction faite des produits d'intérêts), l'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements, la rémunération fondée sur des actions, les charges de restructuration et autres charges non récurrentes, et les participations ne donnant pas le contrôle. Le BAIIA est une mesure non conforme aux IFRS.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

La société comptabilise une charge d'impôt dans chacun des territoires où elle exerce des activités. Cependant, la charge d'impôt sur le résultat n'est pas définitive tant que les déclarations fiscales n'ont pas été soumises puis acceptées par les autorités fiscales. L'acceptation n'a lieu qu'après la publication des états financiers. En outre, l'estimation de l'impôt sur le résultat comprend une évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé en fonction d'une évaluation de la capacité de la société d'utiliser les déductions fiscales sous-jacentes futures, avant leur expiration, en réduction des bénéfices imposables futurs.

Des changements des résultats d'exploitation prévus, des taux d'imposition en vigueur, des lois ou des règlements, et des interprétations par la société des lois en matière d'impôt se traduiront par des ajustements des prévisions quant au moment des reprises des différences temporaires, et peuvent nécessiter des ajustements d'impôt différé importants. Si les projections diffèrent des résultats réels, des ajustements sont comptabilisés lors de périodes ultérieures.

JUGEMENT

Contrats de location-financement

Le classement initial des contrats de location en contrats de location simple ou en contrats de location-financement et, en ce qui concerne les contrats de location-financement, la détermination du taux d'actualisation approprié des paiements minimaux au titre des obligations locatives implicite dans le contrat de location lié requièrent l'exercice du jugement. La direction détermine la durée d'utilité du bien loué à la date d'établissement du contrat de location. La durée d'utilité est fondée sur l'expérience passée concernant des produits similaires ainsi que sur l'anticipation d'événements futurs, qui peuvent avoir une incidence sur la durée d'utilité, tels que des changements technologiques. La valeur résiduelle estimée est également fondée sur l'expérience passée et les meilleures estimations de la direction. Les justes valeurs estimées déterminées au moment de l'établissement du contrat de location font l'objet d'examen périodiques visant à déterminer si les valeurs sont réalisables, ce qui dépend du risque de crédit du preneur à bail, de la conjoncture du marché et d'autres facteurs subjectifs et qualitatifs.

Durée d'utilité estimée des actifs à long terme

L'estimation de la durée d'utilité de chaque composante d'un actif fait appel au jugement et celui-ci repose sur l'analyse de tous les facteurs pertinents, y compris, sans s'y limiter, l'utilisation prévue de l'actif et dans le cas d'une immobilisation incorporelle, les dispositions contractuelles qui permettent le renouvellement ou la prorogation de la durée légale ou contractuelle sans coût substantiel, et l'historique de renouvellement. Si les estimations de la durée d'utilité de ces actifs se révélaient erronées, cela pourrait augmenter ou diminuer ultérieurement la dotation aux amortissements et entraîner des pertes de valeur futures.

Monnaie fonctionnelle

La société exerce son jugement pour déterminer sa monnaie fonctionnelle et celle de ses filiales. Cette évaluation se fonde sur l'environnement économique principal dans lequel chaque entité exerce ses activités, compte tenu de l'environnement économique dans lequel elle génère et engage de la trésorerie.

3. Prises de position récentes en comptabilité

IFRS 9, *INSTRUMENTS FINANCIERS*

L'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié la norme IFRS 9 liée au classement et à l'évaluation des actifs financiers. IFRS 9 utilise une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être classé et évalué au coût amorti ou à la juste valeur, remplaçant les multiples règles énoncées dans IAS 39.

L'approche préconisée dans IFRS 9 se fonde sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers (c.-à-d. son modèle d'affaires) et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. IFRS 9 modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues pour le calcul de la perte de valeur de ses actifs financiers et engagements de crédit. La norme introduit également d'autres modifications liées aux passifs financiers. IFRS 9 comprend également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui rapproche davantage la comptabilité de couverture de la gestion des risques. Cette nouvelle norme ne modifie pas fondamentalement les types de relations de couverture ni l'exigence d'évaluer et de comptabiliser leur inefficacité, mais elle rendra plus de stratégies de couverture utilisées aux fins de gestion des risques admissibles à la comptabilité de couverture, en plus d'exiger davantage de jugement dans l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. La nouvelle norme exigera également que les entités utilisant la comptabilité de couverture présentent des informations supplémentaires sur leurs activités de gestion des risques.

L'IASB a publié la norme complète en juillet 2014. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Son adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers.

IFRS 15 *PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS*

La nouvelle norme IFRS 15 touche toute entité utilisant les IFRS qui conclut des contrats avec des clients, à l'exception des contrats qui entrent dans le champ d'application d'autres normes comme les contrats d'assurance, les instruments financiers ou les contrats de location. Cette norme IFRS remplacera les exigences de comptabilisation des produits d'IAS 18 et la majeure partie des directives propres aux différentes industries. La norme établit un modèle unique qui vise les contrats avec des clients et deux approches pour la comptabilisation des produits des activités ordinaires : à un moment précis ou progressivement. Le modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes s'appuyant sur les contrats et visant à déterminer si des produits des activités ordinaires sont comptabilisés, leur montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugement ont été mis en œuvre, ce qui peut influencer sur le montant ou le calendrier des produits des activités ordinaires comptabilisés. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Son adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers.

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION*

L'IASB a publié récemment IFRS 16, qui remplace IAS 17 *Contrats de location*. Cette norme instaure un unique modèle de comptabilisation pour le preneur à bail qui impose à ce dernier de comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location assortis d'une durée supérieure à 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent et un passif au titre d'un contrat de location correspondant à son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Cette norme reprend pour l'essentiel les exigences de comptabilisation d'IAS 17 pour le bailleur, tout en exigeant qu'il fournisse des informations supplémentaires. La société a l'intention d'appliquer IFRS 16 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019. La société évalue actuellement l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers.

4. Stocks

	31 décembre 2016 \$	31 décembre 2015 \$
Matières premières	823 806	1 127 041
Produits finis	223 572	783 118
	1 047 378	1 910 159

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est établi à 1 481 283 \$ (1 501 528 \$ en 2015). Le montant des réductions de valeur des stocks comptabilisés en charges dans le coût des produits pour la même période s'est établi à 115 650 \$ (7 478 \$ en 2015) et il n'y a eu aucune reprise de perte de valeur liée aux exercices précédents.

5. Immobilisations corporelles et incorporelles

COÛT

	Actifs productifs \$	Matériel et outillage \$	Mobilier et agencements \$	Matériel informatique \$	Immobi- lisations corporelles \$	Immobi- lisations incorporelles (logiciels) \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	12 423 019	1 734 583	119 924	1 974 266	16 251 792	5 177 216
Entrées	2 462 895	667 218	27 908	553 467	3 711 488	629 802
Sorties	(146 040)	-	-	-	(146 040)	(52 000)
Reclassement	-	(94 227)	(39 846)	-	(134 073)	(3 551)
Conversion	207 405	1 270	383	33 892	242 950	-
Solde au 31 décembre 2015	14 947 279	2 308 844	108 369	2 561 625	19 926 117	5 751 467
Entrées	1 908 939	112 652	171 622	436 742	2 629 955	1 301 813
Sorties	(529 818)	(28 452)	-	(83 627)	(641 897)	(87 586)
Reclassement	43 945	2 439	-	(1 883)	44 501	(37 684)
Solde au 31 décembre 2016	16 370 345	2 395 483	279 991	2 912 857	21 958 676	6 928 010

CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET DES PERTES DE VALEUR

	Actifs productifs \$	Matériel et outillage \$	Mobilier et agencements \$	Matériel informatique \$	Immobi- lisations corporelles \$	Immobi- lisations incorporelles (logiciels) \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	6 516 958	1 554 372	96 409	854 449	9 022 188	4 341 208
Amortissements	1 611 218	132 344	6 669	401 152	2 151 383	447 153
Sorties	(146 040)	-	-	-	(146 040)	(16 953)
Reclassement	9 872	(104 099)	(39 846)	-	(134 073)	(3 551)
Conversion	(126 403)	(200)	(102)	(31 147)	(157 852)	-
Solde au 31 décembre 2015	7 865 605	1 582 417	63 130	1 224 454	10 735 606	4 767 857
Entrées	1 642 548	192 246	27 604	459 948	2 322 346	307 387
Sorties	(529 536)	(20 530)	-	(76 980)	(627 046)	(41 971)
Reclassement	6 262	1 195	-	(640)	6 817	-
Solde au 31 décembre 2016	8 984 879	1 755 328	90 734	1 606 782	12 437 723	5 033 273

5. Immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles (suite)

VALEURS COMPTABLES

	Actifs productifs \$	Matériel et outillage \$	Mobilier et agencements \$	Matériel informatique \$	Immobi- lisations corporelles \$	Immobi- lisations incorporelles (logiciels) \$
Solde au 31 décembre 2015	7 081 674	726 427	45 239	1 337 171	9 190 511	983 610
Solde au 31 décembre 2016	7 385 466	640 155	189 257	1 306 075	9 520 953	1 894 737

Les immobilisations corporelles et incorporelles comprennent les actifs acquis par voie de contrats de location de matériel et de financement par emprunts. Ces actifs ont été regroupés dans les actifs productifs, le matériel et outillage et le matériel informatique, et ont été acquis aux coûts initiaux d'environ 5 402 000 \$, 536 000 \$ et 603 000 \$, respectivement (4 155 000 \$, 534 000 \$ et 562 000 \$ au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2016, la valeur comptable nette du matériel financé s'établissait à environ 4 088 000 \$, 315 000 \$ et 341 000 \$, respectivement (3 602 000 \$, 421 000 \$ et 424 000 \$ au 31 décembre 2015).

6. Impôt sur le résultat

Charge (produit) d'impôt sur le résultat :

	31 décembre 2016 \$	31 décembre 2015 \$
IMPÔT EXIGIBLE		
Impôt exigible sur le bénéfice de l'exercice	86 489	27 193
Ajustements relatifs aux exercices précédents	-	(240 394)
	86 489	(213 201)
IMPÔT DIFFÉRÉ		
Naissance et résorption de différences temporaires	1 131 974	(1 180 929)
Ajustements liés aux exercices précédents	(343 453)	(309 752)
Incidence des modifications des taux d'imposition prévus par la loi	(27 008)	13 342
	761 513	(1 477 339)
Impôt exigible et différé	848 002	(1 690 540)

Le tableau suivant présente un rapprochement de la charge (du produit) d'impôt sur le résultat et du résultat avant impôt, multiplié par les taux combinés fédéral et provincial canadiens s'appliquant à la période close le 31 décembre :

	31 décembre 2016 \$	31 décembre 2015 \$
Charge (produit) d'impôt selon les taux prévus par la loi	578 606	(552 755)
Différences de taux d'impôt à l'étranger	495 084	19 682
Différences permanentes	(16 636)	(455 537)
Ajustements liés aux exercices précédents	(343 453)	(309 752)
Écarts de conversion	(106 220)	351 583
Modifications des taux d'impôt	(27 008)	13 342
Pertes autres qu'en capital pour lesquelles un avantage fiscal a été comptabilisé	267 629	582 033
Différences temporaires découlant de l'acquisition de la société	-	(885 115)
Autres	-	(102 438)
Impôt exigible et différé	848 002	(1 690 540)

6. Impôt sur le résultat (suite)

Le montant net des actifs d'impôt différé se compose des éléments suivants :

	Immobi- lisations corporelles	Frais d'émission d'actions	Immobi- lisations incorpo- relles	Pertes fiscales	Produits différés	Autres	Total
2015	(1 344 067)	189 690	7 567 480	1 216 518	-	680 956	8 310 577
2016	(2 094 660)	408 648	7 205 681	1 146 574	420 700	462 123	7 549 066

Les pertes autres qu'en capital expirent aux dates indiquées ci-dessous :

Année d'expiration	Canada \$	États-Unis \$	Total \$
2032	-	-	-
2033	12 401	-	12 401
2034	369 125	-	369 125
2035	3 721 974	93 790	3 815 764
	4 103 500	93 790	4 197 290

Actifs et passifs d'impôt différé

L'impôt différé résulte des différences temporaires découlant des différences entre la valeur fiscale et la valeur comptable des actifs et des passifs. Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé relativement aux différences temporaires liées aux pertes autres qu'en capital au Canada de 1 811 881 \$ (2 012 528 \$ en 2015), expirant en 2035 et en 2036, et aux pertes en capital nettes au Canada de 575 074 \$ (néant en 2015). En outre, des frais d'émission d'actions de 992 096 \$ (1 907 383 \$ en 2015) n'ont pas été comptabilisés.

7. Contrats de location de matériel et financement par emprunts

La société conclut des contrats en vue de l'acquisition de matériel payables en versements mensuels, intérêts compris. Le matériel est regroupé dans les actifs productifs, le matériel et outillage, et le matériel informatique. Les contrats sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de quatre ans. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la société a engagé des intérêts de 208 872 \$ (234 865 \$ en 2015) inclus dans les charges financières.

	31 décembre 2016 \$	31 décembre 2015 \$
CONTRATS DE LOCATION DE MATÉRIEL		
Les contrats portent intérêt à des taux allant de 0,00 % à 17,89 % par année, viennent à échéance en 2019 et sont remboursables comme suit :		
Dans moins d'un an	1 280 065	1 445 670
Dans plus d'un an mais moins de cinq ans	530 976	1 438 218
Paievements minimaux futurs	1 811 041	2 883 888
Charges financières futures	(79 078)	(195 917)
Comptabilisation en tant que passif	1 731 963	2 687 971

La valeur actualisée du passif au titre des contrats de location de matériel s'établit comme suit :

Moins d'un an	1 215 571	1 307 678
Plus d'un an mais moins de cinq ans	516 392	1 380 293
Paievements minimaux futurs	1 731 963	2 687 971

7. Contrats de location de matériel et financement par emprunts (suite)

DETTE RELATIVE AU MATÉRIEL

Les contrats portent intérêt à des taux allant de 5,87 % à 9,89 % par année, viennent à échéance en 2018 et sont remboursables comme suit :

Dans moins d'un an	406 123	421 489
Dans plus d'un an mais moins de cinq ans	156 832	562 956
Paielements minimaux futurs	562 955	984 445
Charges financières futures	(29 539)	(81 586)
Comptabilisation en tant que passif	533 416	902 859

La valeur actualisée du passif au titre de la dette relative au matériel s'établit comme suit :

Moins d'un an	380 989	369 442
Plus d'un an mais moins de cinq ans	152 427	533 417
Paielements minimaux futurs	533 416	902 859

8. Engagements et éventualités

Les engagements de la société aux termes de contrats de location simple pour les locaux, de contrats de services de soutien de matériel et d'obligations d'achat se présentent comme suit :

	\$
Moins d'un an	440 774
Entre un an et deux ans	422 883
Entre deux et trois ans	435 354
Entre trois et quatre ans	433 444
Entre quatre et cinq ans	180 602
	1 913 057

Régime de retraite du personnel

La société offre un régime de retraite 401 (k). Les employés de 21 ans et plus qui comptent plus de trois mois de service peuvent y participer. La société a choisi de verser de manière différée, à tous les participants qui sont des employés ne touchant pas des rémunérations élevées, des cotisations correspondantes d'un montant égal à 100 % de la première tranche de trois pour cent de la rémunération admissible de l'employé et à 50 % de la tranche suivante de deux pour cent de la rémunération admissible que l'employé cotise au régime. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les charges de la société au titre de ces cotisations ont totalisé 166 787 \$ (62 527 \$ en 2015).

9. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL-ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

- Le 29 mars 2016, la TSX a approuvé l'avis d'intention de la société de faire une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 1 199 066 actions ordinaires, représentant environ 10 % du flottant des actions ordinaires émises et en circulation au 28 mars 2016. Le programme prend fin le 30 mars 2017. INNOVA peut acheter les actions ordinaires au prix en vigueur sur les marchés dans le cadre d'opérations sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou d'autres systèmes de négociation canadiens ou par d'autres moyens permis par les règles et politiques de la TSX. Le nombre réel d'actions ordinaires pouvant être achetées et le moment de ces rachats seront déterminés par la société. Conformément aux règles de la TSX applicables, les achats quotidiens dans le cadre de l'offre de rachat seront limités à 8 836 actions ordinaires, ce qui représente 25 % du volume de transaction quotidien moyen des actions ordinaires pour les six derniers mois civils terminés le 29 février 2016, et la société peut effectuer, une fois par semaine civile, un achat en bloc d'actions ordinaires qui ne sont pas détenues, directement ou indirectement, par des initiés d'INNOVA en excédent de la limite des rachats quotidiens. L'offre de rachat a débuté le 31 mars 2016 et demeurera en vigueur jusqu'au 30 mars 2017 ou, si elle est antérieure, à la date à laquelle la société a acheté le nombre maximal d'actions ordinaires permis dans le cadre de l'offre de rachat.

Au 31 décembre 2016, la société a acheté et annulé un total de 369 500 actions ordinaires dans le cadre de ce programme au prix par action moyen de 1,35 \$ CA pour un montant total de 498 264 \$ CA. Le montant total versé pour acheter les actions est imputé aux actions ordinaires dans nos états consolidés des variations des capitaux propres. Le montant imputé aux actions ordinaires est établi à partir du coût moyen par action ordinaire et les montants versés excédant le coût moyen sont imputés aux résultats non distribués.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

- En prévision d'un premier appel public à l'épargne, une nouvelle société, INNOVA Gaming Group, a été constituée et a émis 1 action à 1 \$, puis a émis 16 699 999 actions en faveur des actionnaires de Diamond Game en contrepartie de la totalité des actions en circulation de Diamond Game. Par suite de cette émission, Amaya Inc. (« Amaya »), la société mère de Diamond Game, est devenue la société mère d'INNOVA. Après cette restructuration, mais avant la réalisation du premier appel public à l'épargne, Diamond Game est devenue une filiale en propriété exclusive d'INNOVA.
- Le 5 mai 2015, la société a réalisé un premier appel public à l'épargne et ses actions ont commencé à se négocier à la TSX sous le symbole « IGG ». INNOVA a émis 3 750 000 actions ordinaires supplémentaires dans le cadre de ce placement d'actions nouvellement émises à 4,00 \$ CA l'action. Le produit brut de l'émission des actions supplémentaires s'est élevé à 12 393 042 \$ ou 15 000 000 \$ CA. Immédiatement après la conclusion du placement, 20 450 000 actions ordinaires étaient émises et en circulation. Un placement secondaire de 8 520 000 actions par Amaya Inc. a ramené sa participation à 40 %. Amaya Inc. demeure une partie liée ayant une influence notable.
- Avant la restructuration antérieure au PAPE, Amaya a versé un montant de 1 000 000 \$ en capital libéré supplémentaire.
- Les coûts liés au PAPE engagés au 31 décembre 2015 se sont chiffrés à 3 097 074 \$, et une tranche de 2 224 826 \$ de ces coûts a été portée en réduction du capital.

9. Capital-actions (suite)

La société gère son capital-actions, son surplus d'apport et ses bénéfices non distribués en tant que capital. En matière de gestion du capital, la société a pour objectif d'assurer la pérennité de son exploitation et de maintenir une structure du capital flexible qui optimise les coûts du capital à un risque acceptable, puisqu'il ne fait l'objet d'aucune restriction externe. La société gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction de l'évolution de la conjoncture économique.

OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le cadre du régime d'options sur actions de la société au 31 décembre 2016, une tranche de 867 458 actions ordinaires (1 466 522 en 2015) était réservée aux fins d'émission. Cette réserve ne peut dépasser 10 % du nombre d'actions ordinaires de la société émises et en circulation à tout moment. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le prix d'exercice des options sur actions ne peut être inférieur au cours du marché des actions ordinaires à la TSX au moment de l'attribution. Les droits sur les options s'acquièrent en tranches égales sur quatre ans. Le tableau suivant présente de l'information sur les options sur actions en cours :

Prix d'exercice en \$ CA

	Exercice clos le 31 décembre 2016		Exercice clos le 31 décembre 2015	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En cours à l'ouverture de l'exercice	1 466 522	3,96	-	-
Transactions au cours de l'exercice :				
Émises	387 406	1,53	1 500 989	3,96
Éteintes	(117 370)	3,64	(34 467)	4,00
Échange contre des UAI	(869 100)	4,00	-	-
En cours à la clôture de l'exercice	867 458	2,87	1 466 522	3,96

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la société a attribué 387 406 options sur actions à la direction et aux employés pour l'achat d'actions ordinaires (1 500 989 en 2015). Les options sur actions en cours émises dans le cadre des régimes peuvent être exercées à des prix allant de 1,10 \$ à 4,00 \$ l'action et ont une durée résiduelle moyenne pondérée de 2,78 ans. Le tableau qui suit présente un résumé des options pouvant être exercées par option sur actions attribuée dans le cadre des régimes :

Date d'émission	Options en cours		Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options	Durée résiduelle moyenne pondérée des options en cours (années)	Nombre d'options	Prix d'exercice en \$ CA
5 mai 2015	431 322	2,34	212 831	4,00
21 mai 2015	35 000	2,38	8 750	3,70
17 août 2015	29 500	2,62	7 375	2,30
30 mars 2016	276 636	3,25	-	1,67
15 août 2016	95 000	3,62	-	1,10
	867 458	2,78	228 956	3,93

La charge de rémunération fondée sur des actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est établie à 564 297 \$ (630 289 \$ en 2015). La charge au titre des options sur actions de la société devant être comptabilisée dans les périodes ultérieures s'établit à environ 183 000 \$.

9. Capital-actions (suite)

Les options sur actions émises du cours des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 ont été comptabilisées à la juste valeur à leur date d'attribution, conformément au modèle d'évaluation de Black et Scholes et selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes.

	2016	2015
Volatilité prévue	41 % - 43 %	42 %
Durée prévue	4 ans	4 ans
Taux d'extinction prévu	3,79 %	3,79 %
Taux d'intérêt sans risque	1,00 %	1,00 %
Rendement de l'action	Néant	Néant
Juste valeur moyenne pondérée des options à la date d'attribution	0,55 \$ CA	1,36 \$ CA

La durée prévue des options est établie selon la période d'acquisition des droits sur les options. La volatilité est établie d'après l'historique de négociation en bourse de trois sociétés comparables. Le taux d'extinction prévu est établi d'après une combinaison des taux d'extinction historiques et des taux de rotation prévus.

UNITÉS D' ACTIONS INCESSIBLES

Dans le cadre du régime d'UAI au 31 décembre 2016, 197 217 actions ordinaires (néant en 2015) étaient réservées aux fins d'émission. Les attributions dans le cadre des UAI sont réglées soit en actions devant être achetées sur le marché libre par une fiducie établie à cette fin, soit en trésorerie au gré de la société au moment de l'acquisition des droits. Dans le cadre du régime, une action ordinaire de la société peut être distribuée par UAI, et ces unités s'acquièrent strictement au fil du temps. Toutes les UAI en circulation s'acquièrent uniformément sur une durée maximale de trois ans à compter de la date d'attribution. Le tableau suivant présente un résumé du statut des régimes d'UAI de la société.

Prix d'exercice en \$ CA

	Exercice clos le 31 décembre 2016		Exercice clos le 31 décembre 2015	
	Nombre d'UAI	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'UAI	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation à l'ouverture de l'exercice	-	-	-	-
Transactions au cours de l'exercice :				
Échange contre des options	191 217	1,50	-	-
En circulation à la clôture de l'exercice	191 217	1,50	-	-

Au cours de l'exercice clos en décembre 2016, la société a attribué 191 217 UAI (néant en 2015) en contrepartie du dépôt aux fins d'annulation des options sur actions non acquises émises le 5 mai 2015 selon un ratio de une (1) UAI par 4,545 options sur actions non acquises. La société a estimé que la valeur de chaque UAI est égale à la valeur de l'option sur actions à la date de l'échange. La charge de rémunération fondée sur des actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est établie à 11 283 \$ (néant en 2015). La charge au titre des options sur actions de la société devant être comptabilisée dans les périodes ultérieures s'établit à environ 313 295 \$.

10. Instruments financiers

RISQUE DE CHANGE

La société est principalement exposée aux fluctuations des taux de change sur sa trésorerie, ses créances d'exploitation et ses dettes d'exploitation et charges à payer. L'exposition importante de la société au risque de change sur ces instruments financiers, par devise, s'établit comme suit :

Analyse du \$ CA en équivalent américain

	31 décembre 2016 \$ CA	31 décembre 2015 \$ CA
Trésorerie	11 894 812	11 567 107
Créances d'exploitation	741 825	438 343
Dettes d'exploitation et charges à payer	(565 633)	(132 988)
	12 071 004	11 872 462

Une augmentation (diminution) de dix pour cent de l'appréciation ou de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain à la clôture de l'exercice aurait entraîné une augmentation (diminution) de 899 010 \$ (857 836 \$ en 2015) du résultat net pour l'exercice, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Cette exposition fait l'objet d'une surveillance par le système d'information financière de la société et est examinée mensuellement par la direction.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur les marchés.

Le risque de taux d'intérêt de la société est lié aux emprunts à long terme à taux fixe qui constituent un risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur et aux emprunts à taux variable qui constituent un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. En outre, les soldes de trésorerie de la société sont habituellement investis dans des actifs portant intérêt à court terme. Aux 31 décembre 2016 et 2015, la société n'avait pas de dette à taux variable et le solde de sa dette n'était pas exposé aux fluctuations des taux d'intérêt.

RISQUE DE CRÉDIT

Dans le cours normal de ses activités, la société surveille la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de chaque nouveau client. La société établit une provision pour créances douteuses qui correspond au risque de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et au contexte économique. La société est exposée au risque de crédit en cas de non-paiement des créances d'exploitation par certains clients. La société s'attache à réduire la concentration de sa clientèle.

10. Instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2016, des créances clients de 223 195 \$ (502 061 \$ en 2015) étaient en souffrance mais non douteuses. Ces créances concernent un certain nombre de clients indépendants qui ne présentent pas de cas d'antécédents récents de défaut de paiement. Le tableau suivant présente le détail des créances d'exploitation de la société.

	31 décembre 2016 \$	31 décembre 2015 \$
En règle	2 725 303	1 803 484
En souffrance de 1 à 30 jours	114 739	435 616
En souffrance de 31 à 60 jours	36 307	82 671
En souffrance de 61 à 90 jours	15 847	42 191
En souffrance de 91 à 120 jours	13 579	133 417
En souffrance de 121 à 150 jours	13 087	-
En souffrance de 151 à 180 jours	2 920	8 350
En souffrance de plus de 181 jours	432 203	190 480
Provision pour créances douteuses	(405 488)	(390 664)
En cours à la clôture de l'exercice	2 948 497	2 305 545

Les autres catégories de créances clients et autres créances ne comprennent pas d'actifs dépréciés et ne sont pas en souffrance. D'après les antécédents de crédit de ces autres catégories, il est prévu que ces montants seront reçus à échéance. La société ne détient aucune garantie relativement à ces créances. Le risque de crédit maximal auquel la société est exposée correspond à la valeur comptable des créances d'exploitation et de la trésorerie présentées dans les états consolidés de la situation financière.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité s'entend de la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci viennent à échéance. La société est exposée au risque de liquidité relativement à ses obligations contractuelles et à ses passifs financiers. La société gère le risque de liquidité en surveillant en permanence les flux de trésorerie réels et prévisionnels, et en appariant les profils des échéances des actifs et passifs financiers. La société a pour objectif de maintenir un équilibre entre la continuité du financement et la flexibilité au moyen des facilités d'emprunt disponibles auprès de sa banque et d'autres bailleurs de fonds. La politique de la société est de s'assurer que des fonds suffisants sont disponibles à même ses activités d'exploitation, ses facilités d'emprunt établies et d'autres sources au besoin.

La société estime que les flux de trésorerie futurs générés par son exploitation et ceux disponibles aux termes de sa facilité d'emprunt seront suffisants pour qu'elle puisse remplir ses obligations financières. Le tableau suivant présente les échéances de ses passifs financiers.

	Payables à vue	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Plus d'un an
Dettes d'exploitation et charges à payer	2 797 983	-	-	-	-	-
Contrats de location de matériel	-	369 148	407 100	318 056	185 761	530 976
Dette relative au matériel	-	102 857	104 680	106 536	92 050	156 832
Total	2 797 983	472 005	511 780	424 592	277 811	687 808

11. Juste valeur

La société a déterminé que les valeurs comptables de ses actifs et passifs financiers à court terme avoisinaient leur juste valeur en raison de l'échéance rapprochée de ces instruments.

Les valeurs comptables des dettes à long terme avoisinent leur juste valeur puisque les taux d'intérêt sur ces instruments avoisinent les taux actuels du marché offerts à la société ou que les taux d'intérêt sur ces instruments varient selon les taux d'intérêt du marché. Au moment de la comptabilisation initiale, la juste valeur de la dette à long terme a été établie d'après les taux d'intérêt actuels, les valeurs de marché et le prix d'instruments financiers de modalités comparables.

La société n'avait pas d'actifs ni de passifs financiers évalués à la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

12. Principaux clients

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la société a comptabilisé des ventes auprès de trois clients représentant 39 %, 19 % et 14 % des ventes totales (deux clients représentant 40 % et 11 % des ventes totales en 2015). Aucune autre vente n'a été faite à un seul client représentant plus de 10 % des ventes totales. Au 31 décembre 2016, le solde des créances d'exploitation des principaux clients représentait 68 % du solde total (56 % en 2015).

13. Information géographique

La société exerce ses activités dans un seul secteur. Le tableau qui suit présente une approximation des produits des clients externes, ventilés entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

	Exercices clos les	
	31 décembre	
	2016	2015
	\$	\$
Région		
États-Unis	13 312 674	12 295 434
Canada	9 364 522	8 933 617
	22 677 196	21 229 051

Le tableau qui suit présente la répartition approximative des actifs non courants de la société, autres que l'impôt différé (constitués des immobilisations corporelles et incorporelles), par région.

	Exercices clos les	
	31 décembre	
	2016	2015
	\$	\$
Région		
États-Unis	7 245 021	5 563 588
Canada	4 170 669	4 610 533
	11 415 690	10 174 121

14. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015
	\$	\$
Créances d'exploitation	(642 952)	(385 624)
Stocks	862 781	248 529
Charges payées d'avance et acomptes	146 041	(359 123)
Dettes d'exploitation et charges à payer	84 616	344 337
Produits différés	(61 120)	19 592
	389 366	(132 289)

15. Opérations entre parties liées

Les principaux dirigeants de la société s'entendent des membres du conseil d'administration ainsi que du président du conseil et chef de la direction, du président, du chef de la direction financière, des vice-présidents des ventes et du marketing, de l'exploitation et de la technologie, et de l'expansion des affaires, et de l'avocat général.

La rémunération des principaux dirigeants s'établit comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015
	\$	\$
Salaires, primes et avantages du personnel à court terme	2 332 535	2 950 366
Jetons de présence	164 435	58 649
Rémunération fondée sur des actions	429 228	572 531
Indemnités de départ	463 765	-
Honoraires de consultation	5 511	-
	3 395 474	3 581 546

Sommes dues par des parties liées :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	\$	\$
Entente de soutien du BAIIA au Texas	703 924	-

Le 6 janvier 2016, la société a annoncé que le 5 janvier 2016, un contrat de location de matériel entre sa filiale en propriété exclusive, Diamond Game Enterprises (« Diamond Game ») et Blue Stone Entertainment LLC (« Blue Stone ») avait été résilié par Diamond Game. Avant la résiliation, Blue Stone exploitait des terminaux de jeu pour collecte de dons loués auprès de Diamond Game (les « terminaux ») aux deux centres de divertissement de Ysleta del Sur Pueblo (« Pueblo ») au Texas, aux termes d'une entente distincte conclue entre Blue Stone et Pueblo. Les terminaux, qui ont été retirés des centres de divertissement de Pueblo, font partie d'une catégorie de produits auparavant désignée comme des produits de jeu alternatifs (*alternative gaming products* ou AGP) dans les communications de la société.

15. Opérations entre parties liées (suite)

En lien avec son premier appel public à l'épargne, la société a conclu une entente de soutien du BAIIA (l'« entente de soutien du BAIIA ») avec Amaya Inc. aux termes de laquelle, sous réserve de certaines conditions, Amaya Inc. versera chaque année à INNOVA pendant une période maximale de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 2015 un montant égal au manque à gagner, le cas échéant, entre i) le BAIIA de la société directement ou indirectement tiré du déploiement des produits de Diamond Game aux centres de divertissement de Pueblo ou relativement à la relation INNOVA avec Blue Stone et/ou Pueblo, et ii) 2,0 M\$ CA.

La société estime que l'entente de soutien du BAIIA atténuera considérablement les incidences financières défavorables découlant de ce fait nouveau. Il est possible d'obtenir une copie de l'entente de soutien du BAIIA sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la société a comptabilisé 1 342 763 \$ au titre du soutien au BAIIA à titre d'autres produits hors exploitation (néant en 2015). Au 31 décembre 2016, le solde des créances clients d'Amaya Inc. s'élevait à 703 924 \$ (néant en 2015).

16. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires de la société sont regroupés dans les principales catégories suivantes :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015
	\$	\$
Activités de location de matériel de jeu	20 384 023	19 027 500
Ventes de papier	1 996 660	1 638 323
Ventes de produits	291 288	547 803
Licences et ventes de billets	5 225	15 425
	22 677 196	21 229 051

17. Charges

	Exercices clos les 31 décembre	
	2016 \$	2015 (voir la note 19) \$
Coût des produits		
Coût des services	1 220 259	971 235
Coût des marchandises vendues	1 481 283	1 501 528
	2 701 542	2 472 763
Frais de vente		
Redevances	1 051	180 882
Publicité et promotion	233 560	289 986
Déplacements et divertissement	674 323	711 565
Expédition	499 488	613 015
	1 408 422	1 795 448
Frais généraux et d'administration		
Services publics	104 811	117 152
Bureau	689 078	579 880
Taxes d'affaires et licences	151 204	130 981
Assurance	373 559	327 459
Salaires et avantages sociaux	9 280 179	9 282 100
Rémunération fondée sur des actions	575 580	630 289
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	2 629 733	2 598 536
Honoraires de consultation	1 532 820	1 350 969
Maintenance et réparations	28 493	50 495
Honoraires professionnels	1 115 893	966 634
Communications	165 266	122 562
Automobile	62 213	95 382
Créances douteuses	43 630	358 015
Loyer	512 357	541 942
Indemnités de départ	488 213	-
Coûts liés à l'acquisition	11 352	642 839
	17 764 381	17 795 235
Charges financières		
Frais d'intérêt	208 872	231 153
Frais bancaires et autres frais	19 013	48 672
	227 885	279 825
Autres produits (charges) hors exploitation		
Soutien du BAIIA au Texas et autres produits	(1 344 875)	-
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	49 412	38 348
	(1 295 463)	38 348

18. Résultat net par action

Le tableau qui suit présente le calcul du résultat tiré des activités poursuivies par action ordinaire, de base et après dilution.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015
	\$	\$
Numérateur		
Numérateur servant au calcul du résultat par action ordinaire de base et après dilution – résultat net	1 335 417	(395 326)
Dénominateur		
Actions ordinaires à l'ouverture de l'exercice	20 450 000	16 700 000
Émission d'actions ordinaires – moyenne pondérée	-	2 486 301
Rachats – moyenne pondérée	(102 081)	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et après dilution	20 347 919	19 186 301
Résultat par action de base et après dilution	0,07	(0,02)

19. Reclassement des données des exercices antérieurs

a) Reclassement depuis les frais de vente et frais généraux et d'administration vers le coût des produits

En 2016, la société a évalué la nature des charges comptabilisées dans les frais de vente et les frais généraux et d'administration, a identifié certaines charges directement liées à l'entretien des machines et les a reclassées dans le coût des produits. Le tableau qui suit présente les principales incidences de ce reclassement.

	2015 \$	Augmentation (diminution)	Montant de 2015 ajusté \$
Coût des services	-	971 235	971 235
Coût des marchandises vendues	1 501 528	-	1 501 528
Coût des produits	1 501 528	971 235	2 472 763
Marge brute	19 727 523	(971 235)	18 756 288
Publicité et promotion	316 338	(26 352)	289 986
Frais de vente	1 821 800	(26 352)	1 795 448
Bureau	590 800	(10 920)	579 880
Honoraires de consultation	1 903 692	(552 723)	1 350 969
Maintenance et réparations	198 678	(148 183)	50 495
Communications	355 619	(233 057)	122 562
Frais généraux et d'administration	18 740 118	(944 883)	17 795 235

b) Reclassement des charges payées d'avance et acomptes

En 2016, la société a évalué que certaines charges payées d'avance et certains acomptes totalisant 101 372 \$ étaient de nature à long terme, et les a reclassés depuis les actifs courants vers les charges payées d'avance et acomptes à long terme.

20. Événement postérieur à la date de clôture

Le 10 mars 2017, INNOVA a reçu une offre non sollicitée de Pollard Banknote Limited (« Pollard Banknote ») visant l'acquisition de la totalité de ses actions ordinaires en circulation (les « actions ») pour une contrepartie en trésorerie de 2,10 \$ par action (l'« offre »). Le même jour, Pollard Banknote et Amaya ont annoncé qu'elles avaient conclu une entente (l'« entente de soutien ») aux termes de laquelle Amaya a convenu de soutenir l'offre. Amaya détient indirectement 8 180 000 actions, qui représentent environ 40,45 % des actions en circulation avant dilution. INNOVA n'a pas reçu de copie de l'entente de soutien. Selon les annonces faites par Pollard Banknote et Amaya, l'entente de soutien i) comprend des clauses restrictives limitant la capacité d'Amaya de solliciter une offre visant INNOVA autre que l'offre ou de collaborer de quelque manière que ce soit à une offre semblable, ii) peut être résiliée par Amaya pour acceptation d'une offre supérieure à l'offre, sous réserve de la capacité de Pollard Banknote de faire une offre équivalente à l'offre supérieure, iii) exige que toute convention d'acquisition intervenue entre Pollard Banknote et INNOVA relativement à l'offre comprenne les clauses usuelles de résiliation fiduciaire, de droit de présenter une offre équivalente et de résiliation, et iv) peut être résiliée par Amaya si Pollard Banknote n'a pas conclu de convention d'acquisition avec INNOVA ni fait d'offre publique d'achat constituant une « offre formelle » n'ayant pas été retirée avant le 8 mai 2017.

Le conseil d'administration d'INNOVA a formé un comité spécial (le « comité spécial ») composé de Paul van Eyk et d'Edward Stanek, tous deux administrateurs indépendants de la société, pour leur permettre d'examiner et d'évaluer l'offre et d'étudier des solutions de rechange stratégiques à l'offre pouvant être accessibles à la société. Le comité spécial a retenu les services de Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l. à titre de conseillers juridiques et de Raymond James Ltd. à titre de conseillers financiers.

Rien ne garantit que l'offre ou une solution de rechange stratégique se traduira par une offre formelle ou qu'une telle offre mènera à la conclusion d'une transaction. Les actionnaires d'INNOVA n'ont pas de mesures à prendre relativement à l'offre pour le moment. INNOVA a l'intention de communiquer des mises à jour s'il y a lieu en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.



ANNEXE B

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON
AUDITÉS D'INNOVA GAMING GROUP INC. POUR LES TRIMESTRE ET
SEMESTRE CLOS LES 30 JUIN 2017 ET 2016



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

TRIMESTRE ET SEMESTRE CLOS
LES 30 JUIN 2017 ET 2016

(en dollars américains)

AVIS DE NON-EXAMEN DES ÉTATS FINANCIERS PAR L'AUDITEUR

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont la responsabilité de la direction d'INNOVA Gaming Group Inc., qui les a préparés. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur indépendant.

TABLE DES MATIÈRES

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.....	1
États consolidés résumés intermédiaires non audités de la situation financière.....	1
États consolidés résumés intermédiaires non audités des variations des capitaux propres	2
États consolidés résumés intermédiaires du résultat net et du résultat global	3
Tableaux consolidés résumés intermédiaires non audités des flux de trésorerie.....	4
Notes annexes	5
1. Nature de l'entreprise	5
2. Résumé des principales méthodes comptables.....	5
3. Prises de position récentes en comptabilité.....	6
4. Stocks	6
5. Immobilisations corporelles et incorporelles	6
6. Contrats de location de matériel et financement par emprunts	7
7. Engagements et éventualités	8
8. Capital-actions	8
9. Instruments financiers	10
10. Juste valeur.....	11
11. Principaux clients	11
12. Information géographique	11
13. Tableau des flux de trésorerie	11
14. Opérations entre parties liées	12
15. Résultat net par action	12
16. Événement postérieur à la date de clôture	12

États consolidés résumés intermédiaires non audités de la situation financière

En dollars américains

	30 juin 2017 \$	31 décembre 2016 \$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie (note 9)	8 944 668	10 560 806
Créances d'exploitation (notes 9 et 14)	4 625 221	2 948 497
Stocks (note 4)	1 298 061	1 047 378
Charges payées d'avance et acomptes	930 395	653 807
Impôt à recevoir	-	29 166
	15 798 345	15 239 654
Immobilisations corporelles (note 5)	8 408 279	9 520 953
Immobilisations incorporelles (note 5)	2 249 856	1 894 737
Impôt différé	7 329 045	7 656 681
Charges payées d'avance et acomptes à long terme	208 455	95 784
	33 993 980	34 407 809
PASSIF		
Passifs courants		
Dettes d'exploitation et charges à payer (note 9)	2 072 483	2 797 983
Impôt sur le résultat à payer	512 264	-
Produits différés	1 335 419	1 201 902
Partie courante du financement de matériel (note 6)	691 029	1 215 571
Partie courante de la dette à long terme (note 6)	289 305	380 989
	4 900 500	5 596 445
Produits différés	784 755	1 173 201
Financement de matériel (note 6)	288 713	516 392
Impôt différé	143 697	107 615
Dette à long terme (note 6)	49 419	152 427
	6 167 084	7 546 080
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 8)	21 349 377	21 358 650
Réserve aux fins de l'émission d'actions (note 8)	1 392 536	1 205 869
Résultats non distribués	5 084 983	4 297 210
	27 826 896	26 861 729
	33 993 980	34 407 809
Engagements et éventualités (note 7)		
Événement postérieur à la date de clôture (note 16)		

Voir les notes annexes.

(signé) « Paul van Eyk », administrateur
Paul van Eyk

(signé) « Richard Weil », administrateur
Richard Weil, chef de la direction et président du conseil

États consolidés résumés intermédiaires non audités des variations des capitaux propres

En dollars américains

Périodes closes les 30 juin 2017 et 2016

	Nombre d'actions ordinaires	Capital- actions \$	Résultats non distribués \$	Réserve aux fins de l'émission d'actions \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} janvier 2016	20 450 000	21 735 920	2 961 793	630 289	25 328 002
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(60 500)	(57 036)	-	-	(57 036)
Impôt différé relativement aux coûts de transaction	-	58 645	-	-	58 645
Bénéfice net	-	-	1 068 949	-	1 068 949
Rémunération fondée sur des actions	-	-	-	325 344	325 344
Solde au 30 juin 2016	20 389 500	21 737 529	4 030 742	955 633	26 723 904
Solde au 1^{er} janvier 2017	20 080 500	21 358 650	4 297 210	1 205 869	26 861 729
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(7 100)	(9 273)	-	-	(9 273)
Bénéfice net	-	-	787 773	-	787 773
Rémunération fondée sur des actions	-	-	-	186 667	186 667
Solde au 30 juin 2017	20 073 400	21 349 377	5 084 983	1 392 536	27 826 896

Voir les notes annexes.

États consolidés résumés intermédiaires du résultat net et du résultat global

En dollars américains

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires (note 12)	5 172 773	5 921 831	10 859 248	11 286 918
Coût des produits	656 771	639 452	1 280 589	1 251 070
Marge brute	4 516 002	5 282 379	9 578 659	10 035 848
Frais de vente	253 387	348 065	483 719	697 310
Frais généraux et d'administration	4 138 809	4 449 759	8 331 937	8 904 690
Résultat tiré des activités d'exploitation	123 806	484 555	763 003	433 848
Charges financières	28 723	66 071	66 084	130 768
Produits financiers	(19 929)	(21 195)	(40 487)	(45 706)
Incidence de la perte de change	(210 125)	30 464	(273 938)	(504 798)
Autres produits hors exploitation (note 14)	(432 314)	(232 950)	(774 985)	(614 286)
Résultat avant impôt	757 451	642 165	1 786 329	1 467 870
Charge d'impôt exigible	384	45 198	634 839	152 993
Charge d'impôt différé	490 724	391 786	363 717	245 928
Résultat net et résultat global	266 343	205 181	787 773	1 068 949
Résultat par action de base et après dilution (note 15)	0,01	0,01	0,04	0,05

Voir les notes annexes.

Tableaux consolidés résumés intermédiaires non audités des flux de trésorerie

En dollars américains

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017 \$	2016 \$	2017 \$	2016 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Résultat net	266 343	205 181	787 773	1 068 949
Ajustements aux fins du rapprochement du résultat net et du montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
(Profit) perte sur la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(607)	6 305	43 969	5 818
Dotation aux amortissements (note 5)	718 273	650 418	1 444 575	1 268 668
Charge de rémunération fondée sur des actions	75 793	148 085	186 666	325 344
(Profit) perte de change latent	(209 593)	26 388	(319 782)	(488 754)
Charge d'impôt différé	490 724	391 786	363 717	245 928
Diminution des produits différés	(169 674)	(416 884)	(388 446)	(569 335)
(Augmentation) diminution des charges payées d'avance et acomptes à long terme	(69 545)	(1 650)	(112 671)	865
Charge d'impôt comptabilisée en résultat net	384	45 198	634 839	152 993
Charge d'intérêts	25 882	58 241	60 410	118 879
Produit d'intérêts	(19 929)	(21 195)	(40 487)	(45 706)
Variations des éléments d'exploitation hors trésorerie du fonds de roulement (note 13)	(851 355)	819 438	(2 795 978)	(140 099)
Impôt sur le résultat payé	(91 785)	(93 683)	(93 409)	(117 159)
Intérêts payés	(25 882)	(58 241)	(60 410)	(118 879)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	139 029	1 759 387	(289 234)	1 707 512
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(444 807)	(1 332 687)	(731 596)	(1 875 450)
Produit de la vente de matériel	607	-	607	487
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(444 200)	(1 332 687)	(730 989)	(1 874 963)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Rachat d'actions	-	(57 036)	(9 273)	(57 036)
Remboursement sur la dette	(98 202)	(91 535)	(194 692)	(181 476)
Remboursement sur le financement de matériel	(372 655)	(370 784)	(759 163)	(702 969)
Produit d'intérêts	19 929	21 195	40 487	45 706
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(450 928)	(498 160)	(922 641)	(895 775)
Diminution nette de la trésorerie	(756 099)	(71 460)	(1 942 864)	(1 063 226)
Trésorerie à l'ouverture de la période	9 487 916	10 666 250	10 560 806	11 098 280
Incidence des fluctuations du cours du change sur la trésorerie	212 851	(28 201)	326 726	531 535
Trésorerie à la clôture de la période	8 944 668	10 566 589	8 944 668	10 566 589

Voir les notes annexes.

NOTES ANNEXES

1. Nature de l'entreprise

Sauf s'il y a des indications contraires ou si le contexte requiert une autre interprétation, les mentions « la société », « INNOVA », « nous », « notre » et « notre société » renvoient à INNOVA Gaming Group Inc. et à une ou plusieurs de ses filiales. Lorsque le contexte l'exige, les mentions « la société », « nous », « notre » et « notre société », antérieures à la constitution d'INNOVA, renvoient à notre principale filiale d'exploitation et société remplacée, Diamond Game Enterprises (« Diamond Game ») et à une ou plusieurs de ses filiales.

La société conçoit, développe, produit et commercialise des jeux, des systèmes de jeu et des bulletins de jeu et en assure le service pour l'industrie nord-américaine du jeu, principalement auprès du secteur entreprise-gouvernement des jeux publics (c.-à-d. la loterie). INNOVA a été constituée en société en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 25 février 2015. Le siège social de la société est situé au 560, Arvin Avenue, Unit 3, Stoney Creek (Ontario) L8E 5P1. Diamond Game a été constituée le 4 janvier 1994 en vertu des lois de la Californie. Son siège social et entrepôt de production est situé au 9340 Penfield Avenue, Chatsworth, Californie, 91311.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les « états financiers ») de la société portent sur INNOVA et ses filiales.

Les actions d'INNOVA se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « IGG ».

2. Résumé des principales méthodes comptables

MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers, y compris les chiffres comparatifs, ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*.

Ces états financiers ne comprennent pas toutes les informations devant être fournies dans les états financiers annuels complets établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les états financiers ont été préparés de la même manière que les états financiers consolidés annuels.

La publication des présents états financiers consolidés a été approuvée par le conseil d'administration le 10 août 2017.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société et de ses filiales, Diamond Game Enterprises, société enregistrée en vertu des lois de la Californie, et Diamond Game Enterprises Canada, société enregistrée dans la province de Colombie-Britannique, au Canada, avec responsabilité illimitée. Les filiales sont toutes des entités qui exposent la société, ou lui donnent droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec ces dernières. La société est en mesure d'influer sur ces rendements du fait de sa capacité actuelle de diriger les activités pertinentes des entités (pouvoir sur l'entité émettrice). Les filiales sont intégralement consolidées à compter de la date à laquelle le contrôle en est transféré à la société. Elles sont déconsolidées à compter de la date de cessation dudit contrôle. Lors de la consolidation, tous les soldes et transactions interentités importants sont éliminés.

CONVERSION DES RÉSULTATS DES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER ET DES DEVICES

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

IAS 21 *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* exige que les entités tiennent compte des indicateurs principaux et secondaires pour déterminer leur monnaie fonctionnelle. Les indicateurs principaux sont étroitement liés à l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités et une plus grande importance y est accordée. Les indicateurs complémentaires peuvent également donner des indications permettant de déterminer la monnaie fonctionnelle d'une entité. Une fois que la monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée, celle-ci doit être utilisée de façon systématique, à moins que des changements importants des faits, événements et conditions économiques n'indiquent un changement de la monnaie fonctionnelle.

Les changements de monnaie fonctionnelle sont comptabilisés de façon prospective à compter de la date du changement en convertissant tous les éléments dans la nouvelle monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à la date du changement.

D'après l'analyse des indicateurs principaux et complémentaires, le dollar américain a été désigné la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales. Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, puisque selon la direction, il s'agit de la monnaie de présentation la plus appropriée à la lumière de ses activités exercées à l'échelle mondiale, des besoins des utilisateurs et d'une comparaison avec ses principaux concurrents.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle à l'aide des cours de change en vigueur aux dates des transactions ou des évaluations lorsque les éléments sont réévalués. Les écarts de change découlant du règlement de transactions en monnaies étrangères et de la conversion, aux cours de change en vigueur à la date de clôture, des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont comptabilisés en résultat net dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

RECLASSEMENT

Les montants des états financiers des périodes précédentes ont été reclassés pour des raisons de conformité avec la présentation de la période visée.

3. Prises de position récentes en comptabilité

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

L'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié la norme IFRS 9 liée au classement et à l'évaluation des actifs financiers. IFRS 9 utilise une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être classé et évalué au coût amorti ou à la juste valeur, remplaçant les multiples règles énoncées dans IAS 39.

L'approche préconisée dans IFRS 9 se fonde sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers (c.-à-d. son modèle d'affaires) et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. IFRS 9 modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues pour le calcul de la perte de valeur de ses actifs financiers et engagements de crédit. La norme introduit également d'autres modifications liées aux passifs financiers. IFRS 9 comprend également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui rapproche davantage la comptabilité de couverture de la gestion des risques. Cette nouvelle norme ne modifie pas fondamentalement les types de relations de couverture ni l'exigence d'évaluer et de comptabiliser leur inefficacité, mais elle rendra plus de stratégies de couverture utilisées aux fins de gestion des risques admissibles à la comptabilité de couverture, en plus d'exiger davantage de jugement dans l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. La nouvelle norme exigera également que les entités utilisant la comptabilité de couverture présentent des informations supplémentaires sur leurs activités de gestion des risques.

L'IASB a publié la norme complète en juillet 2014. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Son adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers.

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La nouvelle norme IFRS 15 touche toute entité utilisant les IFRS qui conclut des contrats avec des clients, à l'exception des contrats qui entrent dans le champ d'application d'autres normes comme les contrats d'assurance, les instruments financiers ou les contrats de location. Cette norme IFRS remplacera les exigences de comptabilisation des produits d'IAS 18 et la majeure partie des directives propres aux différentes industries. La norme établit un modèle unique qui vise les contrats avec des clients et deux approches pour la comptabilisation des produits des activités ordinaires : à un moment précis ou progressivement. Le modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes s'appuyant sur les contrats et visant à déterminer si des produits des activités ordinaires sont comptabilisés, leur montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugement ont été mis en œuvre, ce qui peut influencer sur le montant ou le calendrier des produits des activités ordinaires comptabilisés. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Son adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers.

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

L'IASB a publié récemment IFRS 16, qui remplace IAS 17 *Contrats de location*. Cette norme instaure un unique modèle de comptabilisation pour le preneur à bail qui impose à ce dernier de comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location assortis d'une durée supérieure à 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent et un passif au titre d'un contrat de location correspondant à son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Cette norme reprend pour l'essentiel les exigences de comptabilisation d'IAS 17 pour le bailleur, tout en exigeant qu'il fournisse des informations supplémentaires. La société a l'intention d'appliquer IFRS 16 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019. La société évalue actuellement l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers.

4. Stocks

	30 juin 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Matières premières	1 067 621	823 806
Produits finis	230 440	223 572
	1 298 061	1 047 378

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 347 339 \$ et à 669 895 \$, respectivement (342 673 \$ et 673 710 \$ en 2016). Le montant des réductions de valeur des stocks comptabilisés en charges dans le coût des produits pour le semestre clos le 30 juin 2017 était de néant (49 472 \$ en 2016) et il n'y a eu aucune reprise de perte de valeur liée aux exercices précédents.

5. Immobilisations corporelles et incorporelles

COÛT

	Actifs productifs \$	Matériel et outillage \$	Mobilier et agencements \$	Matériel informatique \$	Immobilisations corporelles \$	Immobilisations incorporelles (logiciels) \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2016	14 947 279	2 308 844	108 369	2 561 625	19 926 117	5 751 467
Entrées	1 908 939	112 652	171 622	436 742	2 629 955	1 301 813
Sorties	(529 818)	(28 452)	-	(83 627)	(641 897)	(87 586)
Reclassement	43 945	2 439	-	(1 883)	44 501	(37 684)
Solde au 31 décembre 2016	16 370 345	2 395 483	279 991	2 912 857	21 958 676	6 928 010
Entrées	17 180	73 304	10 652	30 007	131 143	600 453
Sorties	(600 809)	-	-	-	(600 809)	(101 000)
Solde au 30 juin 2017	15 786 716	2 468 787	290 643	2 942 864	21 489 010	7 427 463

5. Immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles (suite)

CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET DES PERTES DE VALEUR

	Actifs productifs \$	Matériel et outillage \$	Mobilier et agencements \$	Matériel informatique \$	Immobilisations corporelles \$	Immobilisations incorporelles (logiciels) \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2016	7 865 605	1 582 417	63 130	1 224 454	10 735 606	4 767 857
Dotation aux amortissements	1 642 548	192 246	27 604	459 948	2 322 346	307 387
Sorties	(529 536)	(20 530)	-	(76 980)	(627 046)	(41 971)
Reclassement	6 262	1 195	-	(640)	6 817	-
Solde au 31 décembre 2016	8 984 879	1 755 328	90 734	1 606 782	12 437 723	5 033 273
Dotation aux amortissements	868 141	113 007	23 259	239 410	1 243 817	200 758
Sorties	(600 809)	-	-	-	(600 809)	(56 424)
Solde au 30 juin 2017	9 252 211	1 868 335	113 993	1 846 192	13 080 731	5 177 607

VALEURS COMPTABLES

	Actifs productifs \$	Matériel et outillage \$	Mobilier et agencements \$	Matériel informatique \$	Immobilisations corporelles \$	Immobilisations incorporelles (logiciels) \$
Solde au 31 décembre 2016	7 385 466	640 155	189 257	1 306 075	9 520 953	1 894 737
Solde au 30 juin 2017	6 534 505	600 452	176 650	1 096 672	8 408 279	2 249 856

Les immobilisations corporelles et incorporelles comprennent les actifs acquis par voie de contrats de location de matériel et de financement par emprunts. Ces actifs ont été regroupés dans les actifs productifs, le matériel et l'outillage et le matériel informatique, et ont été acquis aux coûts initiaux d'environ 5 333 000 \$, 536 000 \$ et 603 000 \$, respectivement (5 402 000 \$, 536 000 \$ et 603 000 \$ au 31 décembre 2016). Au 30 juin 2017, la valeur comptable nette du matériel financé s'établissait à environ 3 711 000 \$, 262 000 \$ et 280 000 \$, respectivement (4 088 000 \$, 315 000 \$ et 341 000 \$ au 31 décembre 2016).

6. Contrats de location de matériel et financement par emprunts

La société conclut des contrats en vue de l'acquisition de matériel payables en versements mensuels, intérêts compris. Le matériel est regroupé dans les actifs productifs, le matériel et l'outillage, et le matériel informatique. Les contrats sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de quatre ans. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, la société a engagé des intérêts de 25 882 \$ et de 60 410 \$, respectivement (58 241 \$ et 118 879 \$ en 2016) inclus dans les charges financières.

	30 juin 2017 \$	31 décembre 2016 \$
CONTRATS DE LOCATION DE MATÉRIEL		
Les contrats portent intérêt à des taux allant de 0,00 % à 17,89 % par année, viennent à échéance en 2019 et sont remboursables comme suit :		
Dans moins d'un an	721 907	1 280 065
Dans plus d'un an mais moins de cinq ans	293 697	530 976
Paielements minimaux futurs	1 015 604	1 811 041
Charges financières futures	(35 862)	(79 078)
Comptabilisation en tant que passif	979 742	1 731 963

La valeur actualisée du passif au titre des contrats de location de matériel s'établit comme suit :

Moins d'un an	691 029	1 215 571
Plus d'un an mais moins de cinq ans	288 713	516 392
Paielements minimaux futurs	979 742	1 731 963

DETTE RELATIVE AU MATÉRIEL

Les contrats portent intérêt à des taux allant de 5,87 % à 9,89 % par année, viennent à échéance en 2018 et sont remboursables comme suit :

Dans moins d'un an	301 679	406 123
Dans plus d'un an mais moins de cinq ans	50 531	156 832
Paielements minimaux futurs	352 210	562 955
Charges financières futures	(13 486)	(29 539)
Comptabilisation en tant que passif	338 724	533 416

La valeur actualisée du passif au titre de la dette relative au matériel s'établit comme suit :

Moins d'un an	289 305	380 989
Plus d'un an mais moins de cinq ans	49 419	152 427
Paielements minimaux futurs	338 724	533 416

7. Engagements et éventualités

Les engagements de la société aux termes de contrats de location simple pour les locaux, de contrats de services de soutien de matériel et d'obligations d'achat se présentent comme suit :

Moins d'un an	436 062
Entre un an et deux ans	440 850
Entre deux et trois ans	448 837
Entre trois et quatre ans	406 180
Entre quatre et cinq ans	-
	1 731 929

Régime de retraite du personnel

La société offre un régime de retraite 401 (k). Les employés de 21 ans et plus qui comptent plus de trois mois de service peuvent y participer. La société a choisi de verser de manière différée, à tous les participants qui sont des employés ne touchant pas des rémunérations élevées, des cotisations correspondantes d'un montant égal à 100 % de la première tranche de trois pour cent de la rémunération admissible de l'employé et à 50 % de la tranche suivante de deux pour cent de la rémunération admissible que l'employé cotise au régime.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, les charges de la société au titre de ces cotisations ont totalisé 57 827 \$ et 105 534 \$, respectivement (42 549 \$ et 97 191 \$ en 2016).

8. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires (les « actions »), sans valeur nominale.

TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL-ACTIONS

Un programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») a été entrepris pour la période du 31 mars 2016 au 31 mars 2017 en vue de racheter jusqu'à 10 % du flottant des actions émises et en circulation. Le programme d'offre de rachat a pris fin le 31 mars 2017 et n'a pas été renouvelé. La société a racheté des actions ordinaires au prix en vigueur sur les marchés dans le cadre d'opérations sur le marché libre par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto (la « TSX »), d'autres systèmes de négociation canadiens ou par d'autres moyens permis par les règles et politiques de la TSX.

Le montant total versé pour acheter les actions est imputé aux actions dans nos états consolidés des variations des capitaux propres. Le montant imputé aux actions est établi à partir du coût moyen par action et les montants versés excédant le coût moyen sont imputés aux résultats non distribués.

La société gère son capital-actions, son surplus d'apport et ses bénéfices non distribués en tant que capital. En matière de gestion du capital, la société a pour objectif d'assurer la pérennité de son exploitation et de maintenir une structure du capital flexible qui optimise les coûts du capital à un risque acceptable, puisqu'il ne fait l'objet d'aucune restriction externe. La société gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction de l'évolution de la conjoncture économique.

OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le cadre du régime d'options sur actions de la société au 30 juin 2017, une tranche de 859 295 actions (1 663 326 en 2016) était réservée aux fins d'émission. Cette réserve ne peut dépasser 10 % du nombre d'actions de la société émises et en circulation à tout moment. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le prix d'exercice des options sur actions ne peut être inférieur au cours du marché des actions à la TSX au moment de l'attribution. Les droits sur les options s'acquièrent en tranches égales sur quatre ans. Le tableau suivant présente de l'information sur les options sur actions en cours :

Prix d'exercice en \$ CA

	Semestre clos le 30 juin 2017		Semestre clos le 30 juin 2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En cours à l'ouverture de la période	867 458	2,87	1 466 522	3,96
Transactions au cours de la période :				
Émises	-	-	292 406	1,67
Éteintes	(8 163)	4,00	(95 603)	3,62
En cours à la clôture de la période	859 295	2,86	1 663 326	3,58

8. Capital-actions (suite)

Au 30 juin 2017, les options sur actions en cours émises dans le cadre des régimes peuvent être exercées à des prix allant de 1,10 \$ à 4,00 \$ l'action et ont une durée résiduelle moyenne pondérée de 2,29 ans. Le tableau qui suit présente un résumé des options pouvant être exercées par option sur actions attribuée dans le cadre des régimes.

Date d'émission	Options en cours		Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options	Durée résiduelle moyenne pondérée des options en cours (années)	Nombre d'options	Prix d'exercice en \$ CA
5 mai 2015	423 159	1,84	385 972	4,00
21 mai 2015	35 000	1,89	17 500	3,70
17 août 2015	29 500	2,13	7 375	2,30
30 mars 2016	276 636	2,75	69 159	1,67
15 août 2016	95 000	3,13	60 000	1,10
	859 295	2,29	540 006	3,35

La charge de rémunération fondée sur des actions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 s'est établie à 37 622 \$ et à 93 006 \$ (148 085 \$ et 325 344 \$ en 2016). La charge au titre des options sur actions de la société devant être comptabilisée dans les périodes ultérieures s'établit à environ 160 000 \$.

Aucune option sur action n'a été émise au cours du semestre clos le 30 juin 2017 (292 406 en 2016). Les options sur actions émises du cours du semestre clos le 30 juin 2016 ont été comptabilisées à la juste valeur à leur date d'attribution, conformément au modèle d'évaluation de Black et Scholes et selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes.

	2016
Volatilité prévue	43 %
Durée prévue	4 ans
Taux d'extinction prévu	3,79 %
Taux d'intérêt sans risque	1,00 %
Rendement de l'action	Néant
Juste valeur moyenne pondérée des options à la date d'attribution	0,57 \$ CA

La durée prévue des options est établie selon la période d'acquisition des options. La volatilité est établie d'après l'historique de négociation en bourse de trois sociétés comparables. Le taux d'extinction prévu est établi d'après une combinaison des taux d'extinction historiques et des taux de rotation prévus.

UNITÉS D'ACTIONS INCESSIBLES

Dans le cadre du régime d'UAI au 30 juin 2017, 189 121 actions (néant en 2016) étaient réservées aux fins d'émission. Les attributions dans le cadre des UAI sont réglées soit en actions devant être achetées sur le marché libre par une fiducie établie à cette fin, soit en trésorerie au gré de la société au moment de l'acquisition des droits. Dans le cadre du régime, une action de la société peut être distribuée par UAI, et ces unités s'acquièrent strictement au fil du temps. Toutes les UAI en circulation s'acquièrent uniformément sur une durée maximale de trois ans à compter de la date d'attribution.

Le tableau suivant présente de l'information sur les UAI en circulation.

Prix d'exercice en \$ CA

	Semestre clos le 30 juin 2017		Semestre clos le 30 juin 2016	
	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution		Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	
	Nombre d'options	\$ CA	Nombre d'options	\$ CA
En cours à l'ouverture de la période	191 217	1,50	-	-
Transactions au cours de la période :				
Éteintes	(2 096)	1,50	-	-
En cours à la clôture de la période	189 121	1,50	-	-

La société a estimé que la valeur de chaque UAI était égale à la valeur de l'option sur actions à la date de l'échange, qui s'élevait à 1,50 \$. La charge de rémunération fondée sur des actions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 s'est établie à 38 171 \$ et à 93 660 \$ (néant en 2016). La charge au titre des UAI de la société devant être comptabilisée dans les périodes ultérieures s'établit à environ 162 000 \$.

9. Instruments financiers

RISQUE DE CHANGE

La société est principalement exposée aux fluctuations des taux de change sur sa trésorerie, ses créances d'exploitation et ses dettes d'exploitation et charges à payer. L'exposition importante de la société au risque de change sur ces instruments financiers, par devise, s'établit comme suit :

Analyse du \$ CA en équivalent américain

	30 juin 2017 \$ CA	31 décembre 2016 \$ CA
Trésorerie	10 970 437	11 894 812
Créances d'exploitation	515 254	741 825
Dettes d'exploitation et charges à payer	(593 961)	(565 633)
	10 891 730	12 071 004

Une augmentation (diminution) de dix pour cent de l'appréciation ou de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain à la clôture de la période aurait entraîné une augmentation (diminution) de 839 310 \$ (899 010 \$ au 31 décembre 2016) du bénéfice net pour la période, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Cette exposition fait l'objet d'une surveillance par le système d'information financière de la société et est examinée mensuellement par la direction.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur les marchés.

Le risque de taux d'intérêt de la société est lié aux emprunts à long terme à taux fixe qui constituent un risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur et aux emprunts à taux variable qui constituent un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. En outre, les soldes de trésorerie de la société sont habituellement investis dans des actifs portant intérêt à court terme. Aux 30 juin 2017 et 2016, la société n'avait pas de dette à taux variable et le solde de sa dette n'était pas exposé aux fluctuations des taux d'intérêt.

RISQUE DE CRÉDIT

Dans le cours normal de ses activités, la société, surveille la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de chaque nouveau client. La société établit une provision pour créances douteuses qui correspond au risque de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et au contexte économique. La société est exposée au risque de crédit en cas de non-paiement des créances d'exploitation par certains clients. La société s'attache à réduire la concentration de sa clientèle.

Au 30 juin 2017, des créances clients de 1 737 603 \$ (223 194 \$ au 31 décembre 2016) étaient en souffrance mais non douteuses. Ces créances concernent un certain nombre de clients indépendants qui ne présentent pas de cas d'antécédents récents de défaut de paiement. Le tableau suivant présente le détail des créances d'exploitation de la société.

	30 juin 2017 \$	31 décembre 2016 \$
En règle	2 887 618	2 725 303
En souffrance de 1 à 30 jours	241 400	114 739
En souffrance de 31 à 60 jours	244 262	36 307
En souffrance de 61 à 90 jours	304 816	15 847
En souffrance de 91 à 120 jours	382 107	13 579
En souffrance de 121 à 150 jours	393 376	13 087
En souffrance de 151 à 180 jours	171 642	2 920
En souffrance de plus de 181 jours	-	432 203
Provision pour créances douteuses	-	(405 488)
En cours à la clôture de la période	4 625 221	2 948 497

Les autres catégories de créances clients et autres créances ne comprennent pas d'actifs dépréciés et ne sont pas en souffrance. D'après les antécédents de crédit de ces autres catégories, il est prévu que ces montants seront reçus à échéance. La société ne détient aucune garantie relativement à ces créances. Le risque de crédit maximal auquel la société est exposée correspond à la valeur comptable des créances d'exploitation et de la trésorerie présentées dans les états consolidés de la situation financière.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité s'entend de la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci viennent à échéance. La société est exposée au risque de liquidité relativement à ses obligations contractuelles et à ses passifs financiers. La société gère le risque de liquidité en surveillant en permanence les flux de trésorerie réels et prévisionnels, et en appariant les profils des échéances des actifs et passifs financiers. La société a pour objectif de maintenir un équilibre entre la continuité du financement et la flexibilité au moyen des facilités d'emprunt disponibles auprès de sa banque et d'autres bailleurs de fonds. La politique de la société est de s'assurer que des fonds suffisants sont disponibles à même ses activités d'exploitation, les facilités d'emprunt établies et d'autres sources au besoin.

9. Instruments financiers (suite)

La société estime que les flux de trésorerie futurs générés par son exploitation et ceux disponibles aux termes de sa facilité d'emprunt seront suffisants pour qu'elle puisse remplir ses obligations financières. Le tableau suivant présente les échéances de ses passifs financiers.

	Payables à vue	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Plus d'un an
Dettes d'exploitation et charges à payer	2 072 483	-	-	-	-	-
Contrats de location de matériel	-	254 539	183 847	142 255	141 266	298 911
Dettes relative au matériel	-	104 219	90 046	73 577	33 837	51 655
Total	2 072 483	358 758	273 893	215 832	175 103	350 566

10. Juste valeur

La société a déterminé que les valeurs comptables de ses actifs et passifs financiers à court terme avoisinaient leur juste valeur en raison de l'échéance rapprochée de ces instruments. Les valeurs comptables des dettes à long terme avoisinent leur juste valeur puisque les taux d'intérêt sur ces instruments avoisinent les taux du marché offerts à la société ou que les taux d'intérêt sur ces instruments varient selon les taux d'intérêt du marché. Au moment de la comptabilisation initiale, la juste valeur de la dette à long terme a été établie d'après les taux d'intérêt actuels, les valeurs de marché et le prix d'instruments financiers de modalités comparables. La société n'avait pas d'actifs ni de passifs financiers évalués à la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

11. Principaux clients

Les produits tirés des ventes auprès de trois principaux clients pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 représentaient 77 % des produits des activités ordinaires (79 % et 71 % en 2016). Au 30 juin 2017, le solde des créances d'exploitation des trois principaux clients représentait 82 % du solde total (44 % en 2016).

12. Information géographique

La société exerce ses activités dans un seul secteur. Le tableau qui suit présente une approximation des produits des clients externes, ventilés entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
États-Unis	2 694 509	3 579 620	5 967 251	6 641 850
Canada	2 478 264	2 342 211	4 891 997	4 645 068
	5 172 773	5 921 831	10 859 248	11 286 918

Le tableau qui suit présente la répartition approximative des actifs non courants de la société, autres que l'impôt différé (constitués des immobilisations corporelles et incorporelles), par région.

	30 juin 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
États-Unis	6 568 264	7 245 021
Canada	4 089 871	4 170 669
	10 658 135	11 415 690

13. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Créances d'exploitation	(643 687)	494 328	(1 676 724)	251 032
Stocks	(213 623)	245 362	(250 683)	186 937
Charges payées d'avance et acomptes	30 825	169 580	(276 588)	(218 385)
Dettes d'exploitation et charges à payer	(92 066)	(51 301)	(725 500)	(211 597)
Produits différés	67 196	(38 532)	133 517	(148 086)
	(851 355)	819 437	(2 795 978)	(140 099)

14. Opérations entre parties liées

Les principaux dirigeants de la société s'entendent des membres du conseil d'administration ainsi que du président du conseil et chef de la direction, du président, du chef de la direction financière, des vice-présidents des ventes et du marketing, de l'exploitation et de la technologie, et de l'expansion des affaires, et de l'avocat général.

La rémunération des principaux dirigeants s'établit comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Salaires, primes et avantages du personnel à court terme	819 620	569 774	1 247 851	1 161 751
Jetons de présence	41 250	47 077	82 500	87 088
Honoraires du comité spécial	-	-	40 000	-
Rémunération fondée sur des actions	56 358	140 567	139 696	310 036
Honoraires de consultation	12 501	-	25 002	-
	929 729	757 418	1 535 049	1 558 875

Sommes dues par des parties liées :

	30 juin 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Entente de soutien du BAIIA au Texas	842 046	703 924

Le 6 janvier 2016, la société a annoncé que, le 5 janvier 2016, un contrat de location de matériel entre sa filiale en propriété exclusive, Diamond Game Enterprises (« Diamond Game »), et Blue Stone Entertainment LLC (« Blue Stone ») avait été résilié par Diamond Game. Avant la résiliation, Blue Stone exploitait des terminaux de jeu pour collecte de dons loués auprès de Diamond Game (les « terminaux ») aux deux centres de divertissement de Ysleta del Sur Pueblo (« Pueblo ») au Texas, aux termes d'une entente distincte conclue entre Blue Stone et Pueblo. Les terminaux, qui ont été retirés des centres de divertissement de Pueblo, font partie d'une catégorie de produits auparavant désignée comme des produits de jeu alternatifs (*alternative gaming products* ou AGP) dans les communications de la société.

En lien avec son premier appel public à l'épargne, la société a conclu une entente de soutien du BAIIA (l'« entente de soutien du BAIIA ») avec Amaya Inc. aux termes de laquelle, sous réserve de certaines conditions, Amaya Inc. versera chaque année à INNOVA pendant une période maximale de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 2015 un montant égal au manque à gagner, le cas échéant, entre i) le BAIIA de la société directement ou indirectement tiré du déploiement des produits de Diamond Game aux centres de divertissement de Pueblo ou relativement à la relation INNOVA avec Blue Stone et/ou Pueblo, et ii) 2,0 M\$ CA. La société estime que l'entente de soutien du BAIIA atténuera considérablement les incidences financières défavorables découlant de ce fait nouveau. Il est possible d'obtenir une copie de l'entente de soutien du BAIIA sous le profil de l'émetteur d'INNOVA sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, la société a comptabilisé 431 255 \$ et 817 157 \$ au titre du soutien au BAIIA, respectivement, à titre d'autres produits hors exploitation (236 359 \$ et 617 209 \$ en 2016).

15. Résultat net par action

Le tableau qui suit présente le calcul du résultat tiré des activités poursuivies par action de base et après dilution.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Numérateur				
Numérateur servant au calcul du résultat par action de base et après dilution – bénéfice net	266 343	205 181	787 773	1 068 949
Dénominateur				
Actions à l'ouverture de la période	20 073 400	20 450 000	20 080 500	20 450 000
Rachats – moyenne pondérée	-	(26 564)	(6 041)	(13 282)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base	20 073 400	20 423 436	20 074 459	20 436 718
Ajustements pour le calcul du résultat par action de base – options	56 832	34 057	56 832	34 057
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	20 130 232	20 457 493	20 131 291	20 470 775
Résultat par action de base et après dilution	0,01	0,01	0,04	0,05

16. Événement postérieur à la date de clôture

Pollard Banknote Limited (« Pollard Banknote ») et INNOVA ont annoncé le 3 août 2017 que 17 929 021 actions ordinaires (les « actions ») d'INNOVA, représentant environ 89,32 % du nombre d'actions en circulation, ont été valablement déposées dans le cadre de l'offre de Pollard Banknote visant l'acquisition de la totalité des actions en circulation (l'« offre ») en contrepartie de 2,50 \$ en trésorerie par action, dès l'expiration de la période initiale de dépôt dans le cadre de l'offre à 17 h (heure de Toronto) le 3 août 2017.

Toutes les conditions de l'offre étant respectées à ce moment, y compris la condition prescrite par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables selon laquelle plus de 50 % des actions devaient être déposées en réponse à l'offre, 10188557 Canada Inc. (l'« initiateur »), une filiale en propriété exclusive de Pollard Banknote, a acquis la totalité des 17 929 021 actions valablement déposées en réponse à l'offre à l'expiration de la période initiale de dépôt et paiera ces actions dès que possible, dans un délai de trois jours ouvrables au plus tard. Comme l'exigent les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables, l'offre a été prorogée de façon à respecter une période de prorogation obligatoire jusqu'à 17 h (heure de Toronto) le 15 août 2017 afin de donner aux porteurs d'actions qui n'avaient pas encore déposé leurs actions en réponse à l'offre l'occasion de le faire.

Tous les détails relatifs à la prorogation de l'offre seront présentés dans un avis de prorogation (l'« avis de prorogation ») que l'initiateur a déposé sous le profil d'INNOVA sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et envoyé par la poste aux porteurs d'actions. Ainsi, qu'il est décrit dans l'offre et la note d'information relative à l'offre datée du 19 avril 2017 (l'« offre et la note d'information initiale »), l'initiateur a l'intention de réaliser une acquisition obligatoire ou une transaction d'acquisition ultérieure visant l'acquisition de toutes les actions qui ne sont pas valablement déposées en réponse à l'offre ou à toute prorogation de celle-ci.

Tous les détails de l'offre sont présentés dans l'offre et note d'information initiale, modifiée par l'avis de modification daté du 20 juillet 2017 et par l'avis de prorogation. Ces documents sont ou, dans le cas de l'avis de prorogation, seront accessibles sous le profil d'INNOVA sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.



ANNEXE C

ÉTAT CONSOLIDÉ PRO FORMA NON AUDITÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
DE POLLARD BANKNOTE LIMITED AU 30 JUIN 2017 ET ÉTATS CONSOLIDÉS
PRO FORMA NON AUDITÉS DU RÉSULTAT NET DE POLLARD BANKNOTE
LIMITED POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017 ET L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2016

Pollard Banknote Limited

États financiers consolidés pro forma non audités

Pollard Banknote Limited
ÉTAT CONSOLIDÉ PRO FORMA NON AUDITÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars canadiens)

	Pollard Banknote	INNOVA			Pollard Banknote
			Ajustements pro forma	Note 4	Chiffres pro forma consolidés
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie	6 186 \$	11 583 \$	(13 502) \$	c), d), e)	4 267 \$
Trésorerie soumise à restrictions	3 172	-	-		3 172
Débiteurs	35 105	5 990	-		41 095
Stocks	27 660	1 681	-		29 341
Charges payées d'avance et acomptes	4 897	1 205	-		6 102
	77 020	20 459	(13 502)		83 977
					-
Immobilisations corporelles	44 492	10 889	93	c)	55 474
Autres actifs à long terme	764	270	-		1 034
Goodwill	37 273	-	5 072	c)	42 345
Immobilisations incorporelles	11 743	2 913	13 127	c)	27 783
Actifs d'impôt différé	2 231	9 491	-		11 722
	96 503	23 563	18 292		138 358
					-
	173 523 \$	44 022 \$	4 790 \$		222 335 \$
Passifs					
Passifs courants					
Créditeurs et charges à payer	29 583 \$	2 684 \$	- \$		32 267 \$
Produits différés	-	1 730	-		1 730
Dividendes à payer	706	-	-		706
Impôt sur le résultat à payer	2 330	663	(351)	c)	2 642
Partie courante de la dette à long terme	-	1 270	-		1 270
Partie courante de la dette subordonnée	1 363	-	2 519	d)	3 882
	33 982	6 347	2 168		42 497
					-
Produits différés	-	1 016	-		1 016
Dette à long terme	57 089	438	25 092	d)	82 619
Dette subordonnée	4 088	-	15 111	d)	19 199
Autres passifs non courants	595	-	-		595
Passif au titre des régimes de retraite	20 216	-	-		20 216
Actifs d'impôt différé	4 610	186	-		4 796
	120 580	7 987	42 371		170 938
					-
Capitaux propres					
Capital social	73 209	27 647	(27 647)	b)	73 209
Réserves	3 238	1 803	(1 803)	b)	3 238
Résultats non distribués (déficit)	(23 504)	6 585	(8 131)	b), c), e)	(25 050)
	52 943	36 035	(37 581)		51 397
					-
	173 523 \$	44 022 \$	4 790 \$		222 335 \$

Pollard Banknote Limited

ÉTAT CONSOLIDÉ PRO FORMA NON AUDITÉ DU RÉSULTAT NET

Semestre clos le 30 juin 2017

(en milliers de dollars canadiens)

	Pollard Banknote	INNOVA			Pollard Banknote
			Ajustements pro forma	Note 4	Chiffres pro forma consolidés
Chiffre d'affaires	135 333 \$	14 511 \$	– \$		149 844 \$
Coût des ventes	105 349	1 712	4 835	a), f), g)	111 896
	29 984	12 800	(4 835)		37 949
Charges administratives	11 982	11 134	(4 038)	a)	19 078
Frais de vente	4 092	647	(272)	a)	4 467
Autres charges (produits)	892	(1 036)	–		(144)
Bénéfice d'exploitation	13 018	2 055	(525)		14 548
Frais financiers	1 736	88	1 083	d)	2 907
Produits financiers	(130)	(420)	–		(550)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	11 412	2 387	(1 608)		12 191
Impôt sur le résultat	3 601	1 335	(292)	h)	4 644
Bénéfice net (perte nette)	7 811 \$	1 052 \$	(1 316) \$		7 547 \$
Bénéfice net par action (de base)	0,33 \$				0,32 \$
Bénéfice net par action (dilué)	0,33 \$				0,32 \$

Pollard Banknote Limited

ÉTAT CONSOLIDÉ PRO FORMA NON AUDITÉ DU RÉSULTAT NET

Exercice clos le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars canadiens)

	Pollard Banknote	INNOVA			Pollard Banknote
			Ajustements pro forma	Note 4	Chiffres pro forma consolidés
Chiffre d'affaires	246 414 \$	30 077 \$	– \$		276 491 \$
Coût des ventes	197 177	3 584	9 781	a), f), g)	210 542
	49 237	26 494	(9 781)		65 950
Charges administratives	20 919	23 560	(8 069)	a)	36 410
Frais de vente	8 037	1 867	(662)	a)	9 242
Autres produits	(32)	(1 718)	–		(1 750)
Bénéfice d'exploitation	20 313	2 784	(1 050)		22 047
Frais financiers	4 281	302	2 115	d)	6 698
Produits financiers	(1 042)	(415)	–		(1 457)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	17 074	2 895	(3 165)		16 804
Impôt sur le résultat					
Exigible	5 144	114	(571)	h)	4 687
Différé (réduction)	(339)	1 011	–		672
	4 805	1 125	(571)		5 359
Bénéfice net (perte nette)	12 269 \$	1 771 \$	(2 594) \$		11 446 \$
Bénéfice net par action (de base)	0,52 \$				0,48 \$
Bénéfice net par action (dilué)	0,52 \$				0,48 \$

Pollard Banknote Limited

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS PRO FORMA NON AUDITÉS
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

1. Description de l'acquisition

Le 3 août 2017, Pollard Banknote Limited (« Pollard Banknote ») a annoncé que 17 929 021 actions ordinaires (les « actions ordinaires ») d'INNOVA Gaming Group Inc. (« INNOVA ») avaient été valablement déposées aux termes de l'offre de Pollard Banknote visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation (l'« offre ») contre 2,50 \$ en trésorerie par action ordinaire, à l'expiration de la période de dépôt initiale de l'offre le 3 août 2017. Pollard Banknote a également annoncé que 10188557 Canada Inc. (l'« initiateur »), filiale entièrement détenue de Pollard Banknote, avait pris en livraison la totalité des 17 929 021 actions ordinaires valablement déposées aux termes de l'offre, et que l'offre avait été prorogée jusqu'au 15 août 2017.

Le 15 août 2017, Pollard Banknote a annoncé que 1 167 946 actions ordinaires supplémentaires avaient été valablement déposées aux termes de la prorogation de l'offre et prises en livraison par l'initiateur contre 2,50 \$ en trésorerie par action ordinaire. Dans le cadre de l'offre, 19 096 967 actions ordinaires, soit 95,13 % des actions ordinaires émises et en circulation, ont été acquises au total. Le 18 août 2017, Pollard Banknote a posté un avis d'acquisition obligatoire à tous les porteurs d'actions ordinaires restants en vertu de l'article 206 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* afin de réaliser l'acquisition de la totalité des actions ordinaires. Le 18 septembre 2017, l'acquisition obligatoire a été réalisée et l'initiateur a ainsi acquis les 976 932 actions ordinaires restantes qu'il ne détenait pas encore, devenant ainsi le porteur de la totalité des actions ordinaires (globalement, l'« acquisition »). Le 19 septembre 2017, INNOVA a été radiée officiellement de la cote de la Bourse de Toronto.

L'acquisition a été réalisée contre une contrepartie totale de 50 184 \$. Avec prise d'effet le 22 juin 2017, Pollard Banknote a prorogé sa facilité de crédit garantie de premier rang au 22 juin 2019, tout en portant le total de ses facilités à 105 000 \$ et à 12 000 \$ US. En outre, Pollard Equities Limited, le porteur d'environ 73,5 % des actions ordinaires émises et en circulation de Pollard Banknote, a fourni une facilité d'emprunt subordonnée d'un maximum de 25 092 \$. Le produit de la facilité de crédit garantie de premier rang et de la facilité d'emprunt subordonnée ainsi que les fonds en caisse ont été utilisés pour financer l'acquisition.

2. Mode de présentation

L'état consolidé pro forma non audité de la situation financière au 30 juin 2017 et les états consolidés pro forma non audités du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 de Pollard Banknote ont été préparés par la direction aux fins de leur inclusion dans la déclaration d'acquisition d'entreprise de Pollard Banknote dans le cadre de l'acquisition. L'état consolidé pro forma non audité de la situation financière au 30 juin 2017 tient compte de l'acquisition comme si elle avait eu lieu le 30 juin 2017. Les états consolidés pro forma non audités du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017 et l'exercice clos le 31 décembre 2016 tiennent compte de l'acquisition comme si elle avait eu lieu le 31 décembre 2015 (soit le début de l'exercice clos le 31 décembre 2016).

Tous les montants en dollars sont exprimés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Pollard Banknote Limited

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS PRO FORMA NON AUDITÉS
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

La monnaie de présentation d'INNOVA est le dollar américain. Les états financiers d'INNOVA ont été convertis en dollars canadiens en fonction des taux de change réels applicables au 30 juin 2017 et des taux moyens applicables pour le semestre clos le 30 juin 2017 et l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Taux à la clôture de la période	30 juin 2017	1 \$ US = 1,295 \$
Taux moyens	Semestre clos le 30 juin 2017	1 \$ US = 1,336 \$
	Exercice clos le 31 décembre 2016	1 \$ US = 1,326 \$

Les états financiers consolidés pro forma non audités de Pollard Banknote ont été préparés à partir de l'information contenue dans les documents suivants :

- états financiers consolidés audités de Pollard Banknote Limited au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date;
- états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités de Pollard Banknote Limited au 30 juin 2017 et pour le semestre clos à cette date;
- états financiers consolidés audités d'INNOVA Gaming Group Inc. au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date;
- états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités d'INNOVA Gaming Group Inc. au 30 juin 2017 et pour le semestre clos à cette date.

Les états financiers consolidés pro forma non audités ont été préparés aux fins d'information seulement et devraient être lus à la lumière des états financiers énumérés ci-dessus et de l'information connexe utilisée dans la préparation des présents états financiers. L'établissement des présents états financiers consolidés pro forma non audités exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses jugées appropriées. Les états financiers consolidés pro forma non audités ne sont pas conçus afin de présenter la situation financière et le résultat d'exploitation réels qui auraient été obtenus si l'acquisition avait eu lieu aux dates indiquées ni d'en être représentatifs.

Les états financiers consolidés pro forma non audités ne tiennent pas compte des économies de coûts, des synergies d'exploitation ou des hausses de produits que la société regroupée pourrait obtenir par suite de l'acquisition, ni des coûts d'intégration des activités ou des coûts nécessaires à l'atteinte de ces économies de coûts, synergies d'exploitation ou hausses des produits.

3. Acquisition d'INNOVA

L'acquisition est considérée comme un regroupement d'entreprises aux termes de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (l'« IFRS 3 »), dans le cadre duquel Pollard Banknote est l'acquéreur par l'intermédiaire de sa filiale entièrement détenue 10188557 Canada Inc., et INNOVA, l'entité acquise. Le calcul du prix d'achat ainsi que son attribution, préparés selon la méthode de l'acquisition conformément à l'IFRS 3, dépendent des estimations et des hypothèses liées à la juste valeur à la date de l'acquisition. Dans certains cas, l'information nécessaire à la détermination définitive de la juste valeur n'était pas disponible au moment de la préparation des présents états financiers consolidés pro forma non audités. Par conséquent, les ajustements pro forma sont provisoires et ont été effectués dans le seul but de dresser des états financiers consolidés pro forma non audités.

Pollard Banknote Limited

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS PRO FORMA NON AUDITÉS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Des écarts entre les estimations provisoires et les montants finaux se produiront, lesquels pourraient avoir une incidence significative sur les présents états financiers consolidés pro forma non audités de Pollard Banknote et sur sa performance et sa situation financière combinées futures. À mesure qu'elle obtiendra les informations nécessaires à l'achèvement du processus d'évaluation, Pollard Banknote établira tous les montants définitifs et ce, au plus tard un an après la date d'acquisition, conformément à l'IFRS 3.

4. Hypothèses et ajustements pro forma

Les états financiers consolidés pro forma non audités rendent compte des hypothèses et des ajustements pro forma suivants :

- a) Certains postes additionnels ont été ajoutés à la présentation des états financiers pro forma et certains reclassements ont été effectués aux états financiers d'INNOVA afin que ceux-ci soient conformes à la présentation de l'information financière de Pollard Banknote.

Les états consolidés pro forma non audités du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017 tiennent compte d'ajustements augmentant le coût des ventes de 4 310 \$ et diminuant les charges administratives et frais de vente de 4 038 \$ et de 272 \$, respectivement. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les présents états financiers pro forma tiennent compte d'ajustements augmentant le coût des ventes de 8 731 \$ et diminuant les charges administratives et frais de vente de 8 069 \$ et de 662 \$, respectivement, afin de reclasser les charges d'INNOVA de manière à les rendre conforme à la présentation de Pollard Banknote.

- b) Ces ajustements pro forma éliminent les capitaux propres historiques d'INNOVA.
- c) Les actifs acquis et les passifs repris ont été ajustés selon leurs justes valeurs attribuées dans le cadre d'une répartition du prix d'acquisition provisoire, laquelle est décrite ci-dessous. La valeur comptable des actifs et des passifs d'INNOVA au 30 juin 2017 a été présumée se rapprocher de sa juste valeur, à l'exception du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles. La juste valeur des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles a été principalement fondée sur les estimations relatives à l'évaluation de la direction au 3 août 2017. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur provisoire de l'actif net acquis d'INNOVA est attribué au goodwill à l'état consolidé pro forma de la situation financière. Le montant provisoire du goodwill et des autres soldes pourrait différer considérablement selon le résultat de l'analyse des justes valeurs mentionnée ci-dessus.

Pollard Banknote Limited**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS PRO FORMA NON AUDITÉS**

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Le paiement de coûts de transaction de 4 494 \$ engagés par INNOVA dans le cadre de l'acquisition a été inclus à titre de réduction de la trésorerie reprise dans le tableau ci-dessous et à titre d'ajustement pro forma de la trésorerie et du déficit, après impôt de 351 \$, plutôt qu'inscrit dans l'état consolidé pro forma du résultat net, du fait que ces charges supplémentaires sont directement attribuables à l'acquisition et ne sont pas de nature récurrente.

Contrepartie en trésorerie	50 184 \$
Trésorerie reprise	7 440
Prix d'achat net	42 744 \$
Actifs acquis, montant net	
Fonds de roulement	3 799
Immobilisations corporelles	10 982
Immobilisations incorporelles	16 040
Goodwill	5 072
Actifs d'impôt différé	9 491
Autres actifs	270
Partie courante de la dette à long terme	(1 270)
Produits différés	(1 016)
Dette à long terme	(438)
Impôt différé	(186)
Total	42 744 \$

- d) L'acquisition a été réalisée pour une contrepartie en trésorerie globale de 50 184 \$. Avec prise d'effet le 22 juin 2017, Pollard Banknote a prorogé sa facilité de crédit garantie de premier rang jusqu'au 22 juin 2019, tout en portant le montant total des facilités à 105 000 \$ et à 12 000 \$ US. En outre, Pollard Equities Limited, le porteur d'environ 73,5 % des actions ordinaires émises et en circulation de Pollard Banknote, a fourni une facilité d'emprunt subordonnée d'un montant maximal de 25 092 \$. Le produit de la facilité de crédit garantie de premier rang (25 092 \$) et de la facilité d'emprunt subordonnée (17 630 \$) ainsi que les fonds en caisse (7 462 \$) ont été utilisés pour financer l'acquisition.

Les états consolidés pro forma non audités du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017 et l'exercice clos le 31 décembre 2016 comprennent des ajustements de 1 083 \$ et de 2 115 \$, respectivement, aux charges d'intérêts relatives à la dette aux termes des nouvelles facilités de crédit. Des taux d'intérêt de 8 % sur la facilité d'emprunt subordonnée et de 3 % sur la facilité de crédit garantie ont été supposés.

- e) Le paiement de coûts de transaction de 1 546 \$ engagés par Pollard Banknote dans le cadre de l'acquisition a été inclus à titre d'ajustement proportionnel de la trésorerie et du déficit, plutôt qu'inscrit à l'état consolidé pro forma du résultat net de Pollard Banknote, du fait que ces charges supplémentaires sont directement attribuables à l'acquisition et ne sont pas de nature récurrente.

Pollard Banknote Limited**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS PRO FORMA NON AUDITÉS**

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

- f) Les immobilisations incorporelles, qui sont composées des brevets, des contrats conclus avec les clients et des logiciels acquis dans le cadre de l'acquisition, ont été amorties selon le mode linéaire sur une durée de sept, de dix ans et de trois ans, respectivement. Les marques de commerce acquises ne sont pas amorties. Les états consolidés pro forma non audités du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017 et l'exercice clos le 31 décembre 2016 tiennent compte d'ajustements de 515 \$ et de 1 030 \$, respectivement, au coût des ventes aux fins de l'amortissement.
- g) Le montant de l'ajustement de la juste valeur des immobilisations corporelles a été amorti sur une période de cinq ans selon le mode linéaire. Les états consolidés pro forma non audités du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017 et l'exercice clos le 31 décembre 2016 tiennent compte d'une augmentation du coût des ventes de 10 \$ et de 20 \$, respectivement.
- h) L'incidence fiscale des ajustements pro forma est calculée au moyen du taux d'impôt effectif de Pollard Banknote de 27 % pour les montants liés aux entités canadiennes et de 37 % pour les montants liés aux entités américaines.